



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le **25 JUL. 2017**

TÉLÉDOC
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

LE MINISTRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

NOR CPAB1718091C
N° interne **DF-1BLF-17-3301**

A L'ATTENTION DE MESDAMES ET MESSIEURS
LES RESPONSABLES DE LA FONCTION
FINANCIÈRE MINISTÉRIELLE ET
LES DIRECTEURS DES AFFAIRES FINANCIÈRES
ET LES RESPONSABLES DE PROGRAMME

Objet : Projet de loi de finances pour 2018 : Elaboration des projets annuels de performances

P.J : 13

Dans le prolongement des réunions de répartition, les travaux de rédaction des projets annuels de performances doivent être engagés sans délais. Cet exercice, qui répond aux exigences de bonne information du Parlement et de sincérité du budget de l'Etat, nécessite une mobilisation de l'ensemble des ministères et de la direction du budget.

Ces documents sont très attendus par l'Assemblée nationale et le Sénat et leur qualité doit être une préoccupation constante. Ils doivent traduire la meilleure mise en perspective des moyens et des résultats attendus au regard des objectifs poursuivis par chaque politique publique.

Il est possible de répondre à ces attentes au moyen d'une plus grande concision des informations que vous donnerez dans l'ensemble des documents budgétaires, sans nuire à leur qualité.

J'attire votre attention sur le fait que, dans la foulée de nos échanges en comité des directeurs des affaires financières, **nous ne soumettrons à la validation politique par les cabinets que la partie « Présentation de la programmation pluriannuelle » par mission** (qui reprendra les plafonds pluriannuels). Les autres éléments du projet annuel de performances devront être purement factuels et rejoindre la présentation standardisée.

La justification au premier euro (JPE) doit être précise et hiérarchisée. Un soin particulier doit être apporté à la lisibilité des informations, sans négliger les explications sur les enseignements tirés de l'exécution (issus des rapports annuels de performances). La JPE doit porter sur l'ensemble des crédits.

Vous

Concernant le volet « **Performance** », vous voudrez bien vous référer à la circulaire 2PERF-17-3054 du 31 mars dernier et au Guide de la performance dans sa version actualisée pour les fiches 15 et 17. J'appelle votre attention sur le fait que la présentation stratégique du programme et le volet objectifs et indicateurs font désormais l'objet de deux lots distincts et de deux dates de livraison différentes. Cette distinction a pour objet d'accélérer la livraison des objectifs et indicateurs qui ne sont pas soumis au calendrier issu des conférences de répartition.

La partie « justification des prévisions et de la cible » doit être développée et améliorée afin d'expliquer clairement les leviers d'action qui permettront d'atteindre les objectifs fixés.

Toute évolution de la maquette sera clairement expliquée dans la partie « évolution de la maquette performance » prévue à cet effet.

S'agissant des **opérateurs**, la campagne de collecte de données permet aussi bien d'alimenter le volet opérateurs du PAP que le « jaune opérateurs » lui aussi annexé au projet de loi de finances. Le volet opérateur est allégé pour le PAP 2018 puisque seuls les tableaux de la comptabilité budgétaire seront présentés dans le volet opérateurs pour les organismes soumis à l'intégralité des dispositions du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Les tableaux de la comptabilité générale devront néanmoins être renseignés, mais ne figureront, pour ces organismes, que dans le RAP 2017. Concernant l'annexe « jaune opérateurs », il est rappelé que la loi de programmation des finances publiques du 29 décembre 2014 prévoit notamment dans son article 25 des obligations de transparence accrues. Aux termes du dernier alinéa de cet article, les ministères doivent particulièrement veiller à l'obligation désormais faite aux opérateurs et autres organismes publics contrôlés par l'Etat dont les effectifs sont supérieurs à dix personnes de « rendre publique chaque année la somme des dix plus importantes rémunérations brutes totales de l'établissement ».

Dans le prolongement des travaux menés lors des conférences fiscales, j'attire votre attention sur les **dépenses fiscales**, dont la pertinence comme levier d'action des politiques publiques devra être justifiée et l'articulation avec les crédits budgétaires concourant aux mêmes objectifs documentée.

Le retraitement des crédits de la LFI 2017 au format 2018 sera effectué directement par la direction du budget pour les seuls changements de maquette ayant une incidence sur le périmètre des programmes et présentés lors du débat d'orientation des finances publiques.

Outre les exigences de qualité des documents, l'autre enjeu de la campagne de production des documents budgétaires est le respect du délai organique du **mardi 3 octobre** pour le dépôt et la distribution du projet de loi de finances et de l'ensemble de ses annexes mentionnées aux articles 50 et 51 de la LOLF.

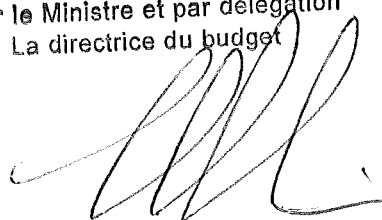
Il nécessite une implication forte de tous les services. Compte tenu des délais incompressibles de relecture et d'échanges avec la direction du budget, puis d'impression des documents, **les dates des livraisons figurant en annexe ont un caractère impératif**. Il vous est donc demandé de prendre toutes les dispositions nécessaires afin que le calendrier fixé soit respecté. Le respect de ces délais ne saurait conduire vos services à transmettre à la direction du budget, tant pour les PAP que pour les « jaunes » budgétaires, des textes non finalisés.

En cas de non-respect de ces délais, les jetons feront l'objet d'une reprise d'office par la direction du budget, le jeudi 7 septembre à 12 heures pour l'ensemble des lots hors volet « comptabilité d'analyse des coûts ».

Les annexes jointes à la présente circulaire précisent l'ensemble des travaux à effectuer et les changements apportés à la présentation des documents budgétaires.

Vos services pourront prendre contact avec leurs correspondants habituels de la direction du budget pour toute question.

Pour le Ministre et par délégation
La directrice du budget

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, flowing letters, likely representing the name Amélie Verdier.

Amélie VERDIER

ANNEXE 1

CALENDRIER DES TRAVAUX RELATIFS A LA PRODUCTION DES ANNEXES DU PLF 2018

Après la tenue des réunions de répartition, la prochaine étape de préparation du PLF 2018 consiste, sur la base du calendrier suivant, à réaliser :

- les annexes explicatives (« bleus ») par mission;
- les annexes générales (« jaunes » et documents de politique transversale).

Mois	« Bleus » par mission	« Jaunes » et documents de politique transversale (DPT)
Juillet	<p>Formations Farandole : jeudi 6 juillet (Cf. annexe 10 de cette même circulaire pour les modalités précises de ces séances).</p> <p>Ouverture de l'accès à Farandole prévue le : mercredi 5 juillet.</p> <p><i>Les Ministères</i> saisissent :</p> <p>La partie Performance : les objectifs et indicateurs de performance : les valeurs chiffrées et les précisions méthodologiques, ainsi que la justification des prévisions et des cibles.</p> <p><u>Livraison le vendredi 28 juillet</u></p>	<p>Intégration automatique des indicateurs des PAP dans les DPT.</p> <p>Modifications sur les objectifs et les indicateurs réalisées sous Farandole par le bureau 2PERF.</p>
Août	<p><i>Les Ministères</i> saisissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présentation de la programmation pluriannuelle à la mission, - la présentation stratégique du PAP, - la JPE, les crédits, fonds de concours et attributions de produits ; - la partie opérateurs, <p><u>Livraison le mercredi 30 août avec une reprise par la DB des jetons le jeudi 7 septembre.</u></p> <p>- le volet de comptabilité d'analyse des coûts (CAC) des programmes et des actions : finalisation au plus tard le mercredi 13 septembre (vous vous reporterez à l'annexe 7 de la circulaire).</p>	<p>Préparation des « jaunes » par les ministères, sous la responsabilité des ministères-pilotes. Transmission à ces derniers, par les ministères, de leurs contributions.</p> <p>Rédaction des documents de politique transversale.</p>
Septembre	<p>Première quinzaine de septembre : derniers échanges, validation des cabinets et production des bons à tirer (BAT)</p>	<p><u>A partir du 15 septembre :</u></p> <p>Transmission des Jaunes et des DPT à la direction du budget.</p>

ANNEXE 2

PRESENTATION DE LA PLURIANNUALITE AU NIVEAU DE LA MISSION

Les projets annuels de performances annexés au projet de loi de finances pour 2018 présenteront, pour chaque mission, la programmation pluriannuelle des crédits.

Cette présentation est positionnée en ouverture de chaque volume contenant les projets annuels de performance par programme. Elle sera donc lue avec une particulière attention par les parlementaires. Elle devra présenter la stratégie budgétaire et de performance pour l'ensemble de la mission pour les cinq années concernées ainsi que les réformes qui sous-tendent la trajectoire des crédits et des emplois sur la période 2018-2022.

I- La présentation de la pluriannualité au niveau de la mission devra impérativement comprendre les parties suivantes :

1- Une présentation stratégique de la mission

Elle présente les enjeux pluriannuels attachés à la mission et les grandes politiques publiques financées par la mission.

2- Une présentation des plafonds de crédits de la mission (ainsi, le cas échéant, qu'un commentaire sur l'impact pour la mission des modifications de périmètre)

Cette partie comportera un tableau récapitulatif des autorisations d'engagement et crédits de paiement par mission pour l'année 2018 au format courant, ainsi que le rappel de la trajectoire en crédits pour les années 2019-2022.

Les montants inscrits dans ces tableaux seront présentés en millions d'euros. Ces tableaux seront saisis par la direction du budget et générés automatiquement par l'application FARANDOLE.

■ EVOLUTION DES CREDITS POUR 2018-2022

PLAFONDS DE LA MISSION

	PLF 2018	2019	2019	2021	(en millions d'euros) 2022
	<i>hors CAS Pensions</i>	<i>hors CAS Pensions</i>	<i>hors CAS Pensions</i>	<i>hors CAS Pensions</i>	<i>hors CAS Pensions</i>
Plafond des autorisations d'engagement	XX XXX	XX XXX	XX XXX	XX XXX	XX XXX
Plafond des crédits de paiement	XX XXX	XX XXX	XX XXX	XX XXX	XX XXX

Vous présenterez ensuite les modifications de périmètre qui pourront le cas échéant, concerner la mission.

3- Une présentation des principales réformes

Cette partie présente les principales réformes qui sous-tendent l'évolution des crédits et des emplois sur l'ensemble de la période.

Elle devra permettre aux lecteurs de comprendre les grandes lignes des réformes dont la mise en œuvre a un impact sur la définition des plafonds de crédits pour 2018, et présenter la continuité des réformes prévues ou engagées sur l'ensemble de la période 2019-2022.

4- Une présentation des deux à quatre indicateurs les plus représentatifs de la mission

La présentation des indicateurs au niveau de la mission comprend :

- un texte succinct justifiant la pertinence du choix de chaque indicateur sélectionné en raison de sa valeur emblématique pour la politique publique portée par la mission ;
- le libellé de l'objectif, de l'indicateur et pour chaque sous-indicateur associé, son libellé, l'unité de mesure retenue, la prévision 2018 et la cible 2020.

ANNEXE 3

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO DES DEPENSES DE PERSONNEL

La partie JPE des dépenses de personnel est quelque peu modifiée par rapport au PAP 2017 pour tenir compte notamment des évolutions intervenues dans la maquette du RAP 2016.

Les principales modifications concernent les points suivants :

- le tableau en tête de la section « Emplois et dépenses de personnel » est nommé « Emplois rémunérés par le programme » ;
- les rubriques « Glissement vieillesse – technicité » et « Mesures générales » sont supprimées. Les commentaires y afférents sont déplacés sous le tableau « Eléments salariaux » ;
- La rubrique « Prestations sociales » est supprimée. Un commentaire afférent aux allocations pour perte d'emploi (montants et bénéficiaires) devra toutefois figurer sous le tableau « Présentation des crédits par catégorie et contributions sociales ».

Les ministères sont invités à consulter, dans le détail, pour chaque partie du document, les modifications intervenues par rapport au PAP 2017, signalées par l'encadré **Nouveau**, ainsi que les indications relatives aux contrôles de cohérence et aux calculs automatisés appliqués par l'outil FARANDOLE, signalés en police italique rouge.

Pour plus d'informations, les ministères sont invités à consulter la maquette du PAP 2018 à partir de l'application FARANDOLE (page d'accueil / rubrique « Informations et Guides utilisateurs »), ainsi que le guide de saisie « JPE et crédits ».

1. Informations relatives aux emplois

EMPLOIS REMUNERES PAR LE PROGRAMME

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)							
	Plafond autorisé pour 2017	Effet des mesures de périmètre pour 2018	Effet des mesures de transfert pour 2018	Effet des corrections techniques pour 2018	Impact des schémas d'emplois pour 2018	Dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2017 sur 2018	Dont impact du schéma d'emplois 2018 sur 2018	Plafond demandé pour 2018
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = 6-1-2-3-4	7	8	(6)
Magistrats de l'ordre judiciaire	99	99	99	99	+999	999	999	999
Personnels d'encadrement	9 999			99	+999	999	1999	999
B métiers du greffe, de l'insertion et de l'éducatif	9 999		99		999	999	999	999
B administratifs et techniques	9 999	99		999	+999	999	999	999
Personnels de surveillance C	99 999		999	999	+999	999	999	999
C administratifs et techniques	9 999		999		+999	999	999	999
Total	99 999	999	999	999	+999	999	999	999

Le premier tableau a pour objet de faire apparaître les variations du plafond d'autorisation d'emplois (PAE) entre 2017 et 2018, en équivalent temps plein travaillé (ETPT), et de présenter la ventilation du plafond par catégorie d'emplois.

L'impact en ETPT des mesures de périmètre et de transfert ainsi que des éventuelles corrections techniques (y compris des abattements de plafond correspondant à la réduction de la vacance)¹ doivent être respectivement renseignés par les ministères dans les colonnes (2), (3) et (4). **Le contenu de ces colonnes devra avoir fait l'objet d'échanges préalables avec le bureau sectoriel compétent de la direction du budget et être détaillé dans les commentaires.**

Les commentaires préciseront, pour chaque mesure de transfert et/ou de périmètre, l'origine de la mesure et le total des ETPT correspondant.

Un message d'alerte apparaît si les totaux des colonnes (2) et (3) ne sont pas conformes aux nombres d'ETPT retenus pour les transferts et/ou mesures de périmètre dans le cadre de la procédure budgétaire.

La colonne (5) permet de connaître l'évolution réelle prévue des effectifs à périmètre constant et donc de présenter l'impact en ETPT des schémas d'emplois. Par ailleurs deux colonnes supplémentaires (7 et 8) permettent de détailler, au sein de cet impact, l'effet sur 2018 du schéma d'emplois 2017 (extension année pleine) et l'effet du schéma d'emplois 2018 (effet année courante).

La colonne (6) est automatiquement alimentée à partir de la saisie par les ministères des plafonds demandés par action et par catégorie d'emplois.

La colonne (7) est automatiquement alimentée à partir des données présentées au PAP 2017. Pour assurer une parfaite cohérence entre les données du PAP 2017 et celles du PAP 2018, ces données ne sont pas modifiables.

La colonne (8) est calculée automatiquement à partir des données du tableau « Evolution des emplois » (cf. infra, volumes et dates moyennes des entrées et sorties).

Un message d'alerte apparaît si le total des colonnes 7 et 8 n'est pas égal au total de la colonne 5.

¹ Les corrections techniques sont des mesures d'ordre, traduisant l'affinement des mécanismes de décompte des emplois et n'ayant aucun impact sur les recrutements et la masse salariale (exemple : intégration sous plafond d'une catégorie de personnels rémunérés sur le T2 mais précédemment non décomptés) ou bien des mesures d'ajustement du plafond en fonction de la réalité des consommations d'ETPT constatées les années précédentes.

■ EVOLUTION DES EMPLOIS

Catégorie d'emploi	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	Dont primo recrutements	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Personnels administratifs	99	99	9,9	99	99	9,9	9
Personnels techniques	99	99	9,9	99	99	9,9	9
Militaires (hors gendarmes)	99	99	9,9	99	99	9,9	9
Ouvriers d'État	99	99	9,9	99	99	9,9	9
Total	999	999	999	999	999	999	999

Ce tableau présente l'ensemble des flux prévisionnels d'entrées et de sorties (définitifs et provisoires), en équivalents temps plein (ETP), qui concernent tous les personnels (y.c. les contractuels) rémunérés sur les crédits de titre 2 du ministère et dont la rémunération est imputée sur un compte du plan comptable de l'État consommant le plafond d'emplois². Le schéma d'emplois correspond à la somme des entrées et sorties sur l'année (entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre inclus).

Ce tableau doit être établi à périmètre constant, c'est-à-dire sans prendre en considération les transferts entre l'État et ses opérateurs, les transferts entre ministères, les mesures de décentralisation et les autres mesures de périmètre.

Les flux d'entrée devront distinguer les primo-recrutements. Par primo-recrutements, il est entendu les recrutements par concours ou par examen de personnels qui n'étaient pas auparavant rémunérés par un ministère et les recrutements de contractuels. Les commentaires devront également faire la distinction entre les agents titulaires et les agents contractuels.

De la même façon, les flux de sortie doivent distinguer les départs en retraite des autres départs (démissions, décès, radiations, fins de contrat, licenciements, détachements, etc.). Les ministères veilleront à enrichir les commentaires de précisions sur la méthodologie et les principales hypothèses retenues quant aux prévisions de départs en retraite.

Enfin, l'information sur les dates moyennes d'entrée et de sortie doit permettre de reconstituer la variation des emplois en ETPT et de déterminer la valorisation du schéma d'emplois telle qu'exposée dans le tableau « Eléments salariaux ».

Les ministères rempliront ces dates moyennes d'entrées et de sorties par catégorie, impérativement avec un chiffre après la virgule. Par convention, le mois 1 correspond à une date d'entrée au 1^{er} janvier. Les mois moyens possibles se situent donc dans l'intervalle [1,0 ; 12,9]. Par exemple : 1^{er} janvier = 1,0 ; 1^{er} juillet = 7,0 ; 15 juillet = 7,5 ; 10 septembre = 9,3.

² La liste des dépenses de personnel consommant le plafond d'emplois est notamment détaillée dans la partie 5 du recueil des règles budgétaires et comptables publié par arrêté du 6 février 2015 et disponible sur le Forum de la performance.

EFFECTIFS ET ACTIVITES DES SERVICES

REPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	LFI 2017	PLF 2018
	ETPT	ETPT
Administration centrale	XXX	XXX
Services régionaux	XXX	XXX
Services départementaux	XXX	XXX
Opérateurs	XXX	XXX
Services à l'étranger	XXX	XXX
Autres	XXX	XXX
Total	XXX	XXX

Ce tableau a pour objet de répartir le plafond d'emplois du programme entre l'administration centrale du ministère, les services déconcentrés, les opérateurs, les services à l'étranger et le cas échéant d'autres services (services à compétence nationale ...).

Le tableau distingue, au sein des services déconcentrés, le niveau départemental et le niveau régional.

La colonne « LFI 2017 » est automatiquement alimentée à partir des données du PAP 2017. Toutefois, ces données restent modifiables pour tenir compte le cas échéant des amendements au PLF 2017.

Le total des ETPT affichés dans la colonne « PLF 2018 » doit être égal au total de la colonne (6) du tableau « Emplois rémunérés par le programme » placé au début de la JPE des dépenses de personnel. *Un contrôle automatique permet de s'en assurer.*

Il est précisé que le nombre d'emplois correspondant aux opérateurs doit être en cohérence avec les emplois rémunérés sur le titre 2 figurant dans le volet opérateurs du PAP.

Un contrôle automatique permet de s'assurer que les montants sont concordants. Toutefois, dans certains cas, il n'y a pas de concordance entre ces tableaux, notamment car le T2 d'un programme peut prendre en charge la rémunération d'emplois dans des opérateurs non rattachés à ce programme.

Deux lignes de saisie ont donc été créées dans Farandole (mais une seule ligne apparaît à l'impression) :

- *dont opérateurs rattachés au programme ;*
- *dont opérateurs non rattachés au programme.*

→ Seule la ligne « opérateurs rattachés au programme » fait l'objet d'un contrôle de cohérence.

Les élèves fonctionnaires dans les écoles, titulaires de l'administration en formation à l'extérieur du ministère, doivent être décomptés dans la ligne « Autres ». Les emplois inscrits sur cette ligne feront l'objet de commentaires en précisant leur nature.

REPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		LFI 2017 (en ETPT)	PLF 2018 (en ETPT)
01	Coordination de l'action diplomatique	XXX	XXX
02	Action européenne	XXX	XXX
05	Coopération militaire et de défense	XXX	XXX
06	Soutien	XXX	XXX
07	Réseau diplomatique	XXX	XXX
Total		XXX	XXX

La colonne « PLF 2018 » est automatiquement alimentée par agrégation des données saisies par catégorie d'emplois au niveau de l'action ou de la sous-action, par la fonction « Saisir ETPT », qui alimentent également le tableau « Emplois rémunérés par le programme » placé au début de la JPE des dépenses de personnel. Les montants sont donc nécessairement concordants entre les deux tableaux.

La colonne « LFI 2017 » est automatiquement alimentée.

■ INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Il est rappelé que les ministères qui n'ont pas fait figurer dans la partie « performance » l'indicateur d'efficacité de la fonction RH (ratio effectifs gérants / effectifs gérés) doivent prévoir l'insertion de cet indicateur dans la partie JPE « dépenses de personnel ».

2. Informations relatives aux crédits

■ PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	LFI 2017	PLF 2018
Rémunération d'activité		
Cotisations et contributions sociales		
Dont contributions d'équilibre au CAS Pensions		
<i>Civils (y.c. ATI)</i>		
<i>Militaires</i>		
<i>Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)</i>		
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)</i>		
Dont cotisation employeur au FSPOEIE		
Dont autres cotisations		
Prestations sociales et allocations diverses		
Total Titre 2 (y.c. Cas « Pensions »)		
Total Titre 2 (hors Cas « Pensions »)		
FDC et ADP prévus		

Le montant correspondant à la ligne « Total titre 2 (y.c. Cas « Pensions ») » doit être identique à celui figurant dans la colonne « Titre 2 – Dépenses de personnel » du tableau récapitulatif des crédits de la sous-section « Eléments transversaux aux programme ». *Un contrôle automatique permet de s'en assurer.*

Nouveau Les ministères préciseront en commentaire le montant prévu au titre du versement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) ainsi que le nombre prévisionnel de bénéficiaires.

ÉLEMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2017 retraitée	9 999,9
Prévision Exécution 2017 hors CAS Pensions	9 999,9
Impact des mesures de transferts et de périmètre 2017 - 2018	9,9
Débasage de dépenses au profil atypique	9 999,9
dont GIPA	9,9
dont indemnisation des jours de CET	9,9
dont mesures de restructurations	9,9
dont autres	9,9
Impact du schéma d'emplois	99,9
EAP schéma d'emplois 2017	99
Schéma d'emplois 2018	9,9
Mesures catégorielles	99,9
Mesures générales	9,9
Rebasage de la GIPA	9,9
Variation du point de la fonction publique	9,9
Mesures bas salaires	1
GVT solde	9
GVT positif	9,9
GVT négatif	9,9
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	99,9
dont indemnisation des jours de CET	9,9
dont mesures de restructurations	9,9
dont autres	9,9
Autres variations des dépenses de personnel	99,9
dont Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	9,9
dont autres	9,9
Total	9 999,9

Ce tableau a été construit de manière à expliquer l'évolution des crédits de titre 2 prévue en 2018 (hors CAS Pensions) par la somme de la prévision d'exécution 2017 et des différents facteurs d'évolution de la masse salariale (exécution du schéma d'emplois, incidence des mesures générales, des mesures catégorielles et des glissements vieillesse-technicité (GVT) positif et négatif).

Le montant figurant sur la ligne « Total » doit être identique à celui figurant dans la ligne « Total Titre 2 (hors Cas « Pensions ») » du tableau « Présentation des crédits par catégorie et contributions employeur ». Un contrôle automatique permet de s'en assurer.

La prévision d'exécution 2017 doit être retraitée des mesures modifiant le champ d'intervention du programme (transferts et mesures de périmètre 2017 - 2018) et des mesures salariales dites « atypiques » car ponctuelles ou ayant une dynamique spécifique (c'est par exemple le cas de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), du rachat de jours de compte épargne temps (CET) ou encore des mesures de restructuration). Ces éléments sont ensuite réintégrés, dans une ligne spécifique pour la GIPA et dans les sous-rubriques de l'item « Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA » pour les autres (Cf. commentaires infra).

Les commentaires préciseront, pour chaque mesure de transfert et/ou de périmètre, l'origine de la mesure et le total des crédits correspondant.

Les ministères détaillent ensuite les principaux facteurs d'évolution de la masse salariale entre la prévision d'exécution 2017 retraitée et la prévision 2018.

Il convient de rappeler que le mode de calcul de la valorisation du schéma d'emplois, du GVT positif et du GVT négatif (et de l'effet solde qui en résulte) doit être conforme à celui prévu dans la circulaire 2BPSS-16-4302 (NOR : ECFB1636305C) du 15 décembre 2016 relative à l'actualisation de l'outil 2BPSS d'aide à la budgétisation des dépenses de personnel et à son annexe 1.

Nouveau Les mesures générales relatives au rebasage de la GIPA et aux mesures bas salaires doivent être commentées ainsi :

« Il est prévu de verser au titre de l'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat (décret n° 2008-539 du 6 juin 2008) un montant de XX M€ au bénéfice de XX agents ».

« Le montant prévisionnel des mesures bas salaires s'élève à XX M€ au bénéfice de XX agents ».

Nouveau Les ministères détailleront l'impact du GVT positif et du GVT négatif (ou effet de noria) en pourcentage de la masse salariale.

Nouveau La ligne « Mesures catégorielles » est automatiquement alimentée à partir de la colonne « Coût 2018 » du tableau retraçant les mesures catégorielles (voir plus bas).

Il est demandé aux ministères de détailler le montant de l'économie relative à **la suppression progressive de l'IECSG** prévue par le décret n° 2015-492 du 29 avril 2015. Cette économie devra être portée sur la ligne « Autres » de la rubrique « Autres variations des dépenses de personnel ». Une phrase type sera insérée selon le modèle suivant : *« L'économie générée en 2018 par la suppression progressive de l'IECSG en application du décret n° 2015-492 du 29 avril 2015 s'élève à xxx M€ ».*

Il est également demandé aux ministères de remplir un tableau présentant les coûts moyens d'entrée et de sortie sous-jacents à la valorisation du schéma d'emplois et du GVT négatif. Le coût moyen global qui concerne l'ensemble des effectifs de chaque catégorie est également à renseigner.

Sont demandés d'une part les montants en euros, charges comprises (hors contributions au CAS Pensions) et hors prestations, et d'autre part la part correspondant aux rémunérations brutes d'activité (traitement brut et primes, hors charges patronales).

L'ensemble des données fournies devra être cohérent avec les informations présentées dans les DPGECP, actualisés le cas échéant.

Catégorie d'emploi	Coût moyen chargé HCAS			Dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée (a)	Coût global (b)	Coût de sortie (c)	Coût d'entrée (d)	Coût global (e)	Coût de sortie (f)
Enseignants du 2nd degré	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Personnels administratif, technique et de service	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999

Les ministères ont la possibilité d'introduire des commentaires sous ce tableau pour expliquer, le cas échéant, la présence de coûts moyens de sortie inférieurs aux coûts moyens d'entrée.

MESURES GENERALES

Nouveau

La rubrique « Mesures générales » est supprimée. Les commentaires s'y afférents sont déplacés sous le tableau « Eléments salariaux ».

MESURES CATEGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2017	Coût 2018	Coût en année pleine
Effets extension année pleine des mesures 2017						9 999 999	9 999 999
Avancement de grade (modification du taux promus-promouvables)	9	A+, B+	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXX XX	11-2016	10	999 999	999 999
Mesures statutaires						9 999 999	9 999 999
Avancement de grade (modification du taux promus-promouvables)	9	A, B, C, D	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXX XXXX XXXX	03-2017	10	999 999	999 999
Mise en œuvre du protocole PPCR	9	A, B, C	XXX XXXX XX XXX	03-2017	03-		
Mesures indemnitaires						9 999 999	9 999 999
Mise en place du RIFSEEP	9	A+	XXX XXXX XX XXX	11-2016	2	999 999	999 999
Transformations d'emploi (requalification)						9 999 999	9 999 999
Plans de requalification en faveur des B administratifs, des C techniques, et de la catégorie C administrative	9	B, C	XXX XXXX XX XXX XXXXXXXX XXXX XXXX	03-2016	10	999 999	999 999
Total						99 999 999	99 999 999

Les ministères sont invités à renseigner ici les mesures catégorielles prévues selon leur nature (statutaire ou indemnitaire), le nombre d'agents concernés, leur catégorie ainsi que leur corps, et en indiquant pour chaque mesure son coût pour 2018 (coût chargé hors contribution au CAS « Pensions ») compte tenu de la date de mise en œuvre (une ligne pour chacune des mesures réalisées).

Il est demandé aux ministères de distinguer pour chaque catégorie de personnel dans la rubrique « Mesures statutaires » le coût de la mise en œuvre du protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » sous le libellé « Mise en œuvre du protocole PPCR ».

Sont rappelées ci-après les règles générales à respecter lors du renseignement du tableau.

La date d'entrée en vigueur est renseignée par mois et année comme dans le tableau ci-dessus.

La colonne « Nombre de mois d'incidence sur 2018 » correspond au nombre de mois de l'année pendant laquelle la mesure sera en vigueur et aura une incidence budgétaire sur l'année 2018 :

Exemple : pour une mesure entrée en vigueur en novembre 2018 : 10 ; pour une mesure entrée en vigueur en novembre 2018 : 2 ; etc.

L'entrée en vigueur s'entend ici dans un sens budgétaire et non juridique : le coût 2018 est par définition égal au produit du coût « année pleine » par le nombre de mois de l'année pendant laquelle la mesure a été en vigueur divisé par douze.

Exemple : le coût d'une mesure dont le coût en année pleine est chiffré à 100 000 €, entrée en vigueur au 1er octobre 2018 est à égal à $100\,000 \times (3/12) = 25\,000$ €.

Pour cette raison, la colonne « coût année pleine » est également calculée automatiquement par l'application Farandole sur la base du coût 2018 saisi par les ministères.

Une attention particulière sera portée aux effets « extension année pleine » des mesures 2017 (une ligne par mesure). Ces effets ne doivent pas être confondus avec le caractère pluriannuel d'un plan catégoriel qui aurait donc vocation à avoir un effet sur plusieurs années. Par définition, seules peuvent avoir un effet « extension année pleine » en 2018 des mesures catégorielles entrées en vigueur au cours de l'année 2017.

Les mesures de transformation d'emplois ont vocation à prendre en compte les deux aspects du phénomène de « repyramidage » :

- un repyramidage qui correspond à des plans des qualifications des personnels déjà en place ;
- un repyramidage « fonctionnel », qui consiste à supprimer les postes des personnels sortants et à les remplacer par des postes plus qualifiés.

Il est rappelé que les mesures catégorielles comprennent, entre autres, le coût des changements de « taux promus/promouvables » (partie pilotable du GVT positif) et l'intégralité des mesures indemnitaires (y compris celles non reconductibles).

Les ministères veilleront à harmoniser les libellés des mesures entre les différents programmes. Pour les mesures à caractère pluriannuel, il est demandé d'utiliser des libellés strictement identiques d'une année sur l'autre afin de pouvoir déterminer le coût total des mesures concernées.

Nouveau Le total de la colonne « Coût 2018 » alimente automatiquement la ligne « Mesures catégorielles » du tableau « Éléments salariaux » (voir plus haut).

■ GLISSEMENT VIEILLESSE-TECHNICITÉ

Nouveau La rubrique « Glissement vieillesse - technicité » est supprimée. Les commentaires s'y afférents sont déplacés sous le tableau « Éléments salariaux ».

■ PRESTATIONS SOCIALES

Nouveau La rubrique « Prestations sociales » est supprimée. Toutefois, les commentaires afférents à la ligne « Allocations pour perte d'emploi » sont déplacés sous le tableau « Présentations des crédits par catégorie »

■ ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

L'action sociale interministérielle et ministérielle devra être présentée en rappelant succinctement les principaux dispositifs, les montants moyens versés et le nombre de bénéficiaires.

Le renseignement du tableau suivant est obligatoire. Il précise, pour quelques catégories de dépenses, les effectifs concernés en ETP, le titre (3 pour des biens non pérennes, ou 5 pour des biens pérennes, selon le type de dépense concerné) ainsi que les prévisions de dépense en M€.

Type de dépenses	Effectifs concernés (ETP)	Prévisions Titre 3 (en euros)	Prévisions Titre 5 (en euros)	Total
Restauration	XXX	XXX	XXX	XXX
Logement	XXX	XXX	XXX	XXX
Famille, vacances	XXX	XXX	XXX	XXX
Mutuelles, associations	XXX	XXX	XXX	XXX
Prévention / secours	XXX	XXX	XXX	XXX
Autres	XXX	XXX	XXX	XXX
Total		XXX	XXX	XXX

Le tableau devra faire l'objet de commentaires. Notamment, le contenu de la ligne « autres » devra être précisé.

Les ministères doivent veiller à la cohérence de ces montants avec ceux présentés dans la justification par action (hors T2) pour ces mêmes dépenses.

ANNEXE 4

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO DES DEPENSES AUTRES QUE DE PERSONNEL (HT2)

1/ Rappels généraux sur la justification au premier euro (JPE)

La JPE, inscrite dans les projets annuels de performances (PAP) des annexes explicatives jointes au projet de loi de finances pour 2018 (art. 51 de la LOLF), constitue un outil essentiel d'information du Parlement.

Elle doit permettre **d'identifier les priorités budgétaires** des programmes en les éclairant par des déterminants financiers.

Le responsable de programme doit expliquer **ses choix de gestion et l'emploi par nature des crédits qui va en découler**.

La partie JPE est saisie en intégralité dans l'application Farandole.

Cet exercice de JPE, au sens large, intéresse l'ensemble des programmes (budget général, budgets annexes et comptes spéciaux dotés de crédits).

2/ La justification analytique : éléments transversaux au programme

En introduction de la partie « JPE », et de manière structurée, les éléments suivants doivent être présentés :

- Principales évolutions : cette partie permet de mettre en avant les éléments nouveaux par rapport au budget précédent, d'identifier systématiquement les dispositifs nouveaux ou non reconduits, de commenter les principaux changements permettant d'expliquer les évolutions de crédits.

- Modifications de maquette : cette partie devra être renseignée lorsque des évolutions de maquette budgétaire sont intervenues entre 2017 et 2018, en expliquant l'origine des crédits entrants, la destination des crédits sortants et la raison de ces mouvements afin de faciliter les comparaisons entre deux exercices. Les retraitements de la LFI 2017 au format 2018 opérés par la direction du budget font l'objet d'un tableau dédié.

- Les mesures de transferts et de périmètre : un nouveau tableau retrace l'ensemble des mesures de transferts et de périmètre entrantes ou sortantes, en titre 2 et en emplois (en distinguant les crédits CAS des crédits hors CAS) et hors T2.

Ce tableau sera alimenté par la saisie des transferts dans Farandole et par les résultats de la RIM transferts organisée dans le courant de l'été.

L'objectif de ces rubriques est de répondre à une observation récurrente du Parlement sur la difficulté d'extraire les éléments d'actualité par rapport aux PAP précédents et de suivre les évolutions des crédits.

- Les subventions aux opérateurs

La saisie des subventions versées aux opérateurs s'effectue dans le volet JPE des PAP.

Ce tableau « subventions aux opérateurs » doit être obligatoirement être renseigné par tous les programmes qui financent un opérateur, quel que soit le montant du financement et le titre utilisé (titre 32 : « subvention pour charges de service public », titre 6 : « transferts » ou titre 72 « dotation en fonds propres »). Pour mémoire, les catégories 32 et 72 ne peuvent concerner que des opérateurs. Les montants saisis doivent être identiques aux montants saisis, par actions, titres et catégories. Il alimente automatiquement deux tableaux situés dans la partie opérateurs du PAP : « Récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'Etat » et « Financement de l'Etat ». A noter que si un programme financeur n'est chef de file d'aucun opérateur, il aura bien le tableau « subvention aux opérateurs » dans sa partie JPE mais pas de volet opérateur. La liste des opérateurs financés par le programme financeur concerné par ce tableau sera initialisée à partir de la liste des opérateurs financés au PAP 2017. Pour en ajouter d'autres, il faudra prendre l'attache du bureau des opérateurs de la direction du budget (DB-2B2O@finances.gouv.fr).

3/ Suivi des crédits de paiement associés à la consommation des autorisations d'engagement

Un modèle d'échéancier AE/CP est défini au niveau de chaque programme afin d'informer le Parlement sur la couverture des autorisations d'engagements par les crédits de paiement.

L'objectif est d'évaluer le caractère pluriannuel des dépenses et de déterminer l'impact sur les budgets futurs des décisions d'engagements. Le montant des CP à ouvrir ultérieurement sur les AE 2016 est déterminé en fonction de clés d'ouverture qui varient selon la nature des dépenses. Ces clés devront être explicitées dans la partie commentaires. **L'échéancier est limité aux seuls crédits hors titre 2.**

La maquette de l'échéancier est présentée à la fin de l'annexe. Pour chacune des cases, sont précisés l'objet et la source des données :

- les données à saisir par les ministères,
- les données renseignées par la direction du budget à partir des systèmes d'information,
- les données calculées de manière automatique par application d'une formule de calcul.

L'analyse des engagements restant à couvrir par des paiements demeure une attente forte du Parlement. Par conséquent, les commentaires devront préciser :

- les hypothèses qui permettent de déterminer les clés d'ouverture des crédits de paiement ;
- les principales opérations physiques associées aux engagements restant à couvrir ;
- l'échéancier prévisionnel des décaissements à venir.

Les commentaires, de nature budgétaire, doivent donc permettre de mesurer la contrainte réelle pesant sur le programme et d'associer à cette contrainte un contenu physique. **Il est absolument impératif de commenter les échéanciers.**

4/ La justification analytique par action

La présentation littéraire des actions doit être concise. La présentation des crédits doit découler des choix du gestionnaire.

Afin de limiter les redondances et de renforcer la hiérarchisation des informations, il n'est pas nécessaire de saisir des commentaires pour chacune des catégories de dépenses. Un tableau récapitule, par action, les crédits par titre et par catégorie de dépenses. Ce tableau devra en revanche être commenté.

La justification au premier euro doit néanmoins porter sur tous les crédits. Ainsi le recours au financement par voie de fonds de concours doit être explicité en montrant comment il participe au financement de la politique publique. Il convient également d'indiquer la provenance des fonds de concours et leur caractère récurrent ou ponctuel.

La justification au premier euro doit également être proportionnée aux enjeux budgétaires de l'action.

SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2016

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2016	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2016	AE LFI 2017 + reports 2016 vers 2017 + prévision de FDC et ADP	CP LFI 2017 + reports 2016 vers 2017 + prévision de FDC et ADP	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/17
X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP au-delà de 2020
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/17	CP demandés sur AE antérieures à 2018 CP PLF / CP FDC-ADP	Estimation des CP 2019 sur AE antérieures à 2018	Estimation des CP 2020 sur AE antérieures à 2018	Estimation des CP au-delà de 2020 sur AE antérieures à 2018
X XXX XXX	X XXX XXX XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX
AE nouvelles pour 2018 AE PLF / AE FDC-ADP	CP demandés sur AE nouvelles en 2018 CP PLF / CP FDC-ADP	Estimation des CP 2019 sur AE nouvelles en 2018	Estimation des CP 2020 sur AE nouvelles en 2018	Estimation des CP au-delà de 2020 sur AE nouvelles en 2018
X XXX XXX XXX XXX	X XXX XXX XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX
Totaux	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX	X XXX XXX

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2018

CP 2018 demandés sur AE nouvelles en 2018 / AE 2018	CP 2019 sur AE nouvelles en 2018 / AE 2018	CP 2020 sur AE nouvelles en 2018 / AE 2018	CP au-delà de 2020 sur AE nouvelles en 2018 / AE 2018
%	%	%	%
XX,X	XX,X	XX,X	XX,X

1^{ER} BLOC : ESTIMATION DES RESTES A PAYER AU 31/12/2015

Le 1^{er} montant correspond aux engagements non soldés au 31/12/2016. Ce montant correspond au montant renseigné dans les RAP 2016.

Ce montant sera complété automatiquement par l'application Farandole.

Le 2^e montant tient compte des cas où des modifications de maquette sont intervenues entre 2015 et 2016. Dans ces cas les montants seront modifiés par la direction du budget selon les mêmes règles que celle du retraitement de la LFI 2016.

Ce montant sera complété par la direction du Budget

Le montant des AE et des CP ouverts en 2017 tient compte des crédits ouverts en LFI, des reports de 2016 vers 2017, **de la prévision** de fonds de concours et attribution de produits 2017.

Ces deux montants seront renseignés automatiquement par Farandole

L'évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2017 est à renseigner par les ministères à partir de leur évaluation de consommation des AE et des CP sur 2017.

2^E BLOC : ÉCHEANCIER DES CREDITS DE PAIEMENTS

La première ligne correspond à l'échéancier de crédits de paiements à ouvrir de 2018 à 2020 et au-delà pour couvrir les engagements non couverts par des paiements au 31/12/2017 (AE années antérieures).

La deuxième ligne correspond à l'échéancier de crédits de paiements à ouvrir de 2018 à 2020 et au-delà pour couvrir les autorisations d'engagements demandées au PLF 2018 (AE nouvelles).

Deux sous-lignes permettent de distinguer dans les AE nouvelles 2018, les AE demandées en PLF et les AE prévues en fonds de concours.

De même, deux sous-lignes distinguent dans les CP demandés sur AE antérieures à 2018 et dans les CP demandés sur AE nouvelles en 2018, les CP qui relèvent du PLF des CP prévus par fonds de concours.

Les montants des CP demandés sur AE antérieures à 2018 (CP PLF et CP FDC) sont calculés par différence entre le montant total des CP demandés en 2018 renseigné par Farandole (CP PLF et CP FDC) et le montant des CP demandés sur AE nouvelles en 2018 (CP PLF et CP FDC) renseigné par le ministère.

L'ensemble des autres données est à saisir par le ministère. L'ensemble des ressources est globalisé pour les années ultérieures à 2018.

3^E BLOC : LES CLES D'OUVERTURE DES CREDITS DE PAIEMENTS

A partir de l'échéancier de CP sur AE nouvelles en 2018 des clés d'ouverture de CP sont calculées.

Ces montants seront calculés par Farandole.

ANNEXE 4 BIS

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO DES PROJETS INFORMATIQUES LES PLUS IMPORTANTS

Les projets devant faire l'objet d'une présentation dans le PAP 2018 sont **les projets figurant dans le tableau de bord des projets sensibles pour le gouvernement¹**.

Cette partie de la JPE s'organise en deux blocs :

- le préambule qui est transverse à l'ensemble des projets figurant dans la JPE des projets informatiques les plus importants ;
- les projets qui sont chacun présentés selon un plan en trois parties : la description du projet, le coût et la durée du projet, la valeur du projet.

Précisions méthodologiques :

- La liste des projets sensibles retenus pour le PAP 2018 est la version du tableau de bord des projets sensibles de juin 2017.
- Le tableau de description du projet est pré-alimenté sur la base des données publiées dans le tableau de bord. Les données pré-alimentées dans cette partie sont modifiables uniquement par la direction du budget. **Les ministères doivent solliciter leur contact à la direction du budget afin de créer, modifier ou supprimer une entrée pour un projet figurant dans leur PAP.**
- Afin de faciliter la saisie des informations demandées dans cette JPE, le tableau de ventilation des coûts par nature sera pré-alimenté sur la base de l'exécution constatée dans le PAP 2017.
- Si le projet du tableau de bord s'intègre dans un programme informatique plus global, le ministère veillera à le mentionner en commentaire, tout en précisant le coût total et les gains du programme. En revanche, **les données figurant dans les tableaux sont celles correspondant au périmètre du projet retenu par le ministère dans le tableau de bord des projets sensibles.**
- Les durées, coûts et gains des projets « au lancement » sont ceux estimés à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre ou, à défaut, à la date de validation du lancement du projet.
- Les durées, coûts et gains des projets actualisés sont ceux estimés à la date de production de la dernière MAREVA.

PREAMBULE

Les ministères peuvent insérer, en amont de la présentation de leurs projets sensibles, **un commentaire introductif présentant les enjeux identifiés et axes stratégiques principaux de leur politique de modernisation informatique et numérique**, au-delà des seuls projets sensibles pour le gouvernement. Ce paragraphe a vocation à s'articuler avec les plans d'investissement ministériels. Les ministères veilleront, dans la mesure du possible, à limiter cette partie à une page maximum.

DESCRIPTION DU PROJET

Le but de cette première partie est de disposer pour chaque projet d'une description succincte du projet et des fonctionnalités attendues. Pour les projets en cours, la description s'attachera principalement à

¹ Par la circulaire n° 5764/SG du 20 janvier 2015, le Premier Ministre a demandé à la DINSIC d'établir un « tableau de bord des projets sensibles pour le gouvernement, soit en raison de leur coût, soit du fait de la valeur du service qu'ils permettront de rendre ».

décrire les changements de périmètre ou les réorientations du projet. Cette description littérale s'accompagne du tableau ci-dessous qui reprend de manière synthétique les caractéristiques principales du projet.

Description du projet	
Année de lancement du projet	Année du démarrage de la phase de cadrage du projet
Financement	Référence LOLF du (ou des) programme(s) / action(s) portant le financement du projet
Zone fonctionnelle principale	Zone fonctionnelle principale du Plan d'occupation des sols (POS) de l'Etat à laquelle est rattaché le projet

La zone fonctionnelle principale du projet est pré-alimentée dans Farandole sur la base des données du tableau de bord des projets sensibles. Les ministères peuvent demander une mise à jour de cette valeur en s'appuyant sur le POS disponible à l'adresse suivante :

<http://references.modernisation.gouv.fr/urbanisation-du-systeme-dinformation-de-letat>

Dans le cas d'un co-financement du projet par plusieurs programmes et/ou par des établissements publics, le projet informatique est présenté dans le PAP du programme qui est responsable de la mise en œuvre du projet. Le responsable de programme précisera le coût total du projet et la part du financement relevant de chaque entité contributrice.

COUT ET DUREE DU PROJET

Les coûts saisis dans les tableaux de cette deuxième partie sont calculés sur la base de la partie rentabilité des études MAREVA et couvrent les coûts suivants :

- les coûts projet,
- les coûts récurrents constatés durant le projet et les deux premières années post projet.

Ces deux typologies de coûts sont définie par l'article 2 de l'arrêté du 14 novembre 2014 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'Etat (NOR : PRMJ1426337A).

Les commentaires s'attacheront à justifier les écarts par rapport aux derniers coûts et durées affichés.

Coût détaillé par nature (en M€)	2015 et années précédentes en cumul		2016 exécution		2017 prévision		2018 prévision		2019 et années suivantes en cumul		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
HT2	XXX										XXX	XXX
T2											XXX	XXX
Total	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX

La première colonne (« 2015 et années précédentes en cumul ») reprend l'évaluation des dépenses réalisées en 2015 et les années précédentes si le projet a été lancé avant 2015.

La ligne « HT2 » concerne l'ensemble des dépenses de fonctionnement (Titre 3) et d'investissement (Titre 5) engagées et consommées pour le projet.

Evolution du coût et de la durée	Au lancement	Actualisation	Ecart en %
Coût total en M€	XXX	XXX	XXX
Durée totale en mois	XXX	XXX	XXX

Les totaux et écarts sont calculés automatiquement. Un message d'erreur apparaît si le coût actualisé saisi dans le deuxième tableau diffère du total en CP du premier tableau.

Les coûts sont à saisir à l'euro mais seront affichés en millions avec un chiffre après la virgule. La durée est indiquée en mois.

VALEUR DU PROJET

L'évaluation de la valeur du projet vise à identifier les gains qualitatifs et quantitatifs cibles du projet. **Les gains considérés peuvent être SI et/ou métiers.** Dans cette troisième partie, les ministères doivent ainsi mesurer :

- **les gains annuels moyens** prévus en cible après le déploiement du nouveau système d'information ;
- **le gain total** attendu sur la durée de vie de l'application ;
- **le délai de retour** correspondant au délai à partir duquel les gains ont « remboursé » les investissements associés au projet.

Evaluation des gains quantitatifs en cible	
Gain annuel moyen en M€ - HT2	XXX
Gain annuel moyen en M€ - T2	XXX
Gain annuel moyen en ETPT	XXX
Gain total en M€ (T2 et HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	XXX
Délai de retour en années	XXX

Les gains et délai de retour renseignés dans le tableau sont ceux actualisés à la date de production du PAP 2018. Les gains annuels moyens et total doivent couvrir les gains métiers et SI identifiés pour le projet.

En complément, les commentaires s'attacheront à décrire **les gains qualitatifs** (métiers et SI) du projet.

ANNEXE 4 TER

MARCHES DE PARTENARIAT ET CONTRATS DE CREDIT-BAIL

En raison des implications budgétaires pluriannuelles des marchés de partenariat et des contrats de crédit-bail et de la mise en cohérence de la présentation des PAP et des RAP, le PAP 2017 comprend une rubrique spécifique intitulée « marchés de partenariats ».

Les marchés de partenariats se sont substitués aux contrats de partenariats (CP) avec l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi qu'aux contrats d'autorisation d'occupation temporaire – location avec option d'achat (AOT-LOA) et aux BEA accompagnés d'une convention de mise à disposition (BEA-CMD). Les marchés de partenariats se substituent ainsi à toutes les formes de partenariats public-privé (PPP) qui existaient auparavant. Toutefois, les PPP déjà signés nécessitent un suivi, qui gardera la même forme que lors des précédents PAP.

Quelle que soit la date de signature et le type de contrat, l'identification des différentes fractions des loyers (fonctionnement, investissement, et financement) est essentielle.

Informations à apporter dans les PAP 2017 s'agissant des contrats à venir

Informations générales

- **Libellé** : il s'agit de résumer en une phrase l'objet du contrat (par exemple : construction – exploitation – maintenance de l'université de XXX sur le site de XXX).
- **Présentation synthétique du projet** (maximum 10-15 lignes) : cette présentation doit notamment faire figurer la valeur actuelle nette du contrat (en coût global et en dépenses d'investissement), la durée du contrat, les origines et les montants des multi-financements (exemple : Etat, CPER, FEDER...).
- **Partenaire privé** : préciser de qui il s'agit, et quel sera son rôle dans l'opération. Si une société a été spécialement créée pour le projet de PPP par le partenaire, il convient de préciser qui en est actionnaire.
- **Année de signature et de notification** du contrat.
- **Année de livraison.**
- **Année de fin de contrat.**

Opération	Acteur public	Pouvoir adjudicateur	Type de contrat	Partenaire	Date de signature
YY	Etat ou ODAC ou APUL ou ASSO	XX	XX	XX	XX

Opération	Année de livraison	Investissement (M€ TTC)	Dont Etat	Dont opérateurs et agences	Dont collectivités locales (CPER)	Dont administrations de sécurité sociale	Dont Europe (FEDER)	Débit (M€ TTC)	Montant de la cession Bailly (M€ TTC)	Loyers moyens (M€ TTC)	Nombre d'année
YY	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Dont 1 ^{ère} tranche											
Dont 2 ^{ème} tranche											

Informations à apporter dans les PAP 2017 s'agissant des contrats déjà conclus

a) Cas général

Comme c'était le cas pour les PPP, quelle que soit leur nature juridique, la budgétisation des marchés de partenariat est fonction de la nature des dépenses considérées, selon les termes du contrat. C'est également le cas pour les contrats de crédit-bail.

S'agissant des **coûts d'investissement** (TTC et augmentés du coût des indemnités contractuelles dues par la personne publique en cas de résiliation du contrat pour motif d'intérêt général, ou « dédit »), les AE sont consommées lors de la notification du contrat et les CP sont consommés chaque année, selon les échéanciers de règlement prévus au contrat (AE ≠ CP).

S'agissant des **coûts de fonctionnement et de financement**, les AE sont consommées au début de chaque année civile, jusqu'au terme du contrat, et les CP sont consommés dans l'année, selon l'échéancier de règlement prévu au contrat (AE=CP).

Pour l'ensemble de ces contrats, vous remplirez le tableau ci-dessous en portant dans la colonne « 2015 et années antérieures » les cumuls en AE et en CP correspondant aux années antérieures à 2016 depuis la signature du contrat.

(en millions d'euros)	2015 et années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020 et années postérieures	TOTAL
<i>Autorisations d'engagement</i> <i>Crédits de paiement</i>							
Investissement	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX
Fonctionnement	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX
Financement	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX	XX XX

Sur les objectifs de performance assignés au partenaire privé, il est demandé de préciser les objectifs de performance pouvant impacter la part « fonctionnement » des loyers versés au partenaire privé.

Les raisons d'éventuelles modifications¹ au contrat doivent également être précisées, les origines des modifications apportées ou envisagées (force majeure, imprévision, etc.) et les conséquences sur les termes du contrat. .

¹ Rappel : tout avenant constitue une modification, y compris lorsque l'économie générale du contrat n'est pas bouleversée

Enfin, vous renseignerez la rubrique « **Commentaires** » afin notamment de contrôler l'application des pénalités que la personne publique est contractuellement en droit d'appliquer à son partenaire privé en cas de non-respect de ses obligations contractuelles. Les sources d'écarts peuvent être liées par exemple à l'indexation des différentes parts des loyers, ou encore au renchérissement des frais financiers dans le cadre de cessions de créances.

b) Cas des BEA de location simple

Pour les BEA de location simple, les AE sont engagées au moment de la signature du bail et les CP sont versés chaque année, selon l'échéancier de règlement défini par le contrat de bail (budgétisation en AE \neq CP). S'agissant de ces contrats, vous remplirez le tableau ci-dessous en faisant apparaître dans la colonne « 2015 et années antérieures » les cumuls en AE et en CP correspondant aux années antérieures à 2016 depuis la signature du contrat.

(en millions d'euros)	2015 et années antérieures	2016	2017	2018	2019	2020 et années postérieures	TOTAL
Autorisations d'engagement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX
Crédits de paiement	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XX

Concernant le cas particulier (rare) des BEA sectoriels prévoyant la **mise à la disposition de l'Etat de locaux à titre gratuit** ou moyennant un loyer symbolique (dans ce cas, la collectivité territoriale bénéficie du FCTVA), en principe, aucune écriture n'affecte la comptabilité budgétaire puisqu'il y a absence de flux de crédits, tant en AE qu'en CP. Le tableau ci-dessus est alors sans objet.

ANNEXE 4 QUATER

CONTRATS DE PLAN ETAT-REGION

Les PAP 2018 comprennent une rubrique spécifique intitulée « Grands projets transversaux et crédits contractualisés », ayant pour objet de préciser les montants demandés au titre des opérations contractualisées dans les contrats de plan Etat-régions 2015-2020, ainsi que le cas échéant, dans les CPER 2007-2014.

Deux tableaux doivent obligatoirement être renseignés pour les programmes disposant de crédits contractualisés, correspondants aux générations successives de CPER : d'une part la génération 2007/2014, clôturée au 31 décembre 2014, mais pour laquelle des demandes de paiements peuvent se poursuivre ; d'autre part la nouvelle génération, lancée en 2015 et s'étendant jusqu'en 2020.

En ce qui concerne l'ancienne génération 2007-2014, après avoir rappelé le niveau des AE engagées au titre de cette génération et indiqué le niveau prévisionnel des CP réalisés au 31/12/2017, vous préciserez, le cas échéant, la part des CP du programme (répartis par action) demandés pour 2018 pour financer cette génération de CPER, ainsi que le montant prévisionnel des CP sur engagements à couvrir après 2018.

Crédits de paiement des CPER 2007-2014

Action	CPER 2007-2014 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2017	CP réalisés au 31/12/2017	CP demandés pour 2018	CP sur engagements à couvrir après 2018
Action 1				999 999	999 999
Action 2				999 999	999 999
Opérateur 1					
Opérateur 2					
Total				9 999 999	9 999 999

Vous mentionnerez dans un second temps, les montants en AE et CP demandés pour 2018 au titre de la contribution du programme et/ou opérateur(s) aux CPER 2015/2020, après avoir rappelé le montant prévisionnel des AE et CP respectivement engagées et réalisés au 31/12/2017. Les données quant au montant prévisionnel des CP sur engagements à couvrir après 2018 doivent également être renseignées.

CPER 2015-2020

Action	CPER 2015-2020 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2017	CP réalisés au 31/12/2017	AE demandées pour 2018	CP demandés pour 2018	CP sur engagements à couvrir après 2018
Action 1	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Action 2	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999	999 999
Opérateur 1						999 999
Opérateur 2						999 999
Total	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999	9 999 999

A la suite de ces deux tableaux, un troisième tableau généré automatiquement proposera une synthèse des deux générations de CPER, agrégeant les demandes formulées pour 2018.

Par ailleurs, une zone de commentaires, à renseigner obligatoirement, vous permettra de préciser utilement les grands déterminants des dépenses prévisionnelles associées aux CPER, en volume et en nature, au titre de 2018, ainsi que les perspectives d'apurement des engagements pris pour les deux générations de CPER. Enfin, cette zone de commentaires a vocation à vous permettre d'analyser dans ses grandes lignes la trajectoire pluriannuelle prévisionnelle des engagements associés à la génération 2015-2020 de CPER.

Programme et opérateurs contributeurs aux CPER 2015-2020 *
103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
112 - Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire
113 - Paysages, eau et biodiversité
123 - Conditions de vie outre-mer
131 - Création
135 - Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles
144 - Environnement et prospective de la politique de défense
150 - Formations supérieures et recherche universitaire
172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
175 - Patrimoine
181 - Prévention des risques
203 - Infrastructures et services de transports
212 - Soutien de la politique de la défense
217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables
224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
231 - Vie étudiante
334 - Livre et industries culturelles
613 - Soutien aux prestations de l'aviation civile
Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) : ces crédits font l'objet d'une restitution spécifique dans le jaune budgétaire dédié
ADEME
Agences de l'eau
CNDS
Ecoles des Mines et Mines Telecom
ONEMA
Organismes de recherche (CNRS, INRA, IFREMER ...)
Voies navigables de France

ANNEXE 5

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME, OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

La circulaire 2PERF-17-3054 du 31 mars 2017 relative à la préparation des volets « performance » des projets annuels de performances du PLF 2018 et à l'élaboration des documents de politiques transversales (DPT), ainsi que le guide de la performance qui lui est annexé, précisent l'ensemble des éléments de cadrage sur la présentation stratégique du programme et les objectifs et indicateurs de performance.

Une attention particulière est appelée sur les points suivants :

1. Sur la présentation du volet performance

➤ **Les changements de maquette doivent être documentés dans les PAP**

La poursuite de la rénovation du dispositif de performance pour le PLF 2018 a donné lieu à des modifications de maquette qu'il convient de décrire et d'expliquer, en début de chaque programme, afin de garantir la lisibilité des documents budgétaires.

Les modifications, créations ou suppressions d'objectifs ou d'indicateurs décidées pour 2018 devront donc être brièvement expliquées en préalable des développements habituels sur les objectifs et les indicateurs, dans la rubrique intitulée « Evolution de la maquette de performance ».

Cette rubrique, nouvellement introduite dans le cadre du PLF 2015, est située au début de la partie consacrée aux objectifs et indicateurs de performance de chaque programme.

2. Sur le tableau de valeurs des indicateurs

➤ **Les séries de données doivent être complètes**

Veiller à la complétude des séries : des zones de contrôle Farandole (affichage en erreur) sont mises en place en cas d'absence de données.

En cas de rupture de série, privilégier l'homogénéité de la série de données (recalcul sur les données antérieures) en justifiant systématiquement les évolutions de l'indicateur dans la rubrique « précisons méthodologiques ».

➤ **Les cibles 2020 doivent être fixées de manière volontariste**

Trop souvent encore, les cibles apparaissent plus comme des prévisions de tendance que comme de véritables cibles d'amélioration.

Les cibles, à horizon 3 ans, devront donc être à la fois exigeantes et atteignables.

➤ **La partie « justification des prévisions et de la cible » doit être développée et améliorée**

Cette partie, qui est au cœur de la démarche de performance, demeure le plus souvent mal renseignée. Il ne s'agit pas d'énoncer des intentions mais bien d'expliquer les leviers d'action qui permettront d'atteindre les objectifs.

3. Sur les programmes support et les indicateurs transversaux

Cinq indicateurs transversaux sur l'efficience des fonctions support ont été créés depuis 2010 pour permettre des comparaisons interministérielles et une amélioration par analyse et partage des bonnes pratiques. Ils portent sur l'efficience de la gestion des ressources humaines, de la bureautique, de la gestion immobilière, la conduite des grands projets informatiques et immobiliers et les gains achats.

La mise en œuvre des évolutions engagées sur ces indicateurs doit être poursuivie au PAP 2018. En particulier, il conviendra de tenir compte des précisions relatives aux modalités de calcul de l'indicateur d'efficience de la gestion immobilière.

La méthodologie de calcul de l'ensemble des indicateurs transversaux ainsi que les périmètres applicables sont détaillés dans le guide de la performance pour le PLF 2018 dans sa dernière version mise en ligne.

ANNEXE 6

PRESENTATION DU VOLET OPERATEUR

Pour les opérateurs, la circulaire PAP précise la procédure qui permet de collecter simultanément deux types de données :

- Celles qui figureront dans le **volet opérateur des PAP** ;
- Celles qui permettront la production de l'annexe au PLF « **jaune opérateurs de l'Etat** ».

La partie opérateurs du PAP 2018 évolue par rapport au PAP 2017 :

- Les opérateurs ne seront plus détaillés dans les programmes non chef de file (cf. points D et F) ;
- Les tableaux « compte de résultat » et « tableau de financement abrégé » en comptabilité générale devront être renseignés (ils ont normalement dû l'être lors du RAP 2016) mais, pour les organismes soumis à la comptabilité budgétaire, ne seront pas publiés dans le PAP 2018 mais dans le RAP 2017.

Le volet opérateur du PAP est alimenté par des données qui sont saisies dans la **partie JPE** et dans la **partie opérateurs**.

A - Tableaux à saisir dans la partie JPE.

§1. - Tableau : « subvention aux opérateurs » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Crédits, ETPT et JPE > Financement des opérateurs)

Opérateur	(en milliers d'euros)	
	AE PLF 2018	CP PLF 2018
Opérateur 1		
Subventions pour charges de service public		
Transferts		
Dotations en fonds propres		
Opérateur 2		
Subventions pour charges de service public		
Transferts		
Dotations en fonds propres		
Opérateur 3		
Subventions pour charges de service public		
Transferts		
Dotations en fonds propres		
Total		
Total des subventions pour charges de service public		
Total des dotations en fonds propres		
Total des transferts		

Subvention pour charges de service public (SCSP) : la SCSP est destinée au financement exclusif des opérateurs de l'Etat. Il s'agit d'une subvention de fonctionnement annuelle destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur. La SCSP n'a pas pour objet de financer des investissements.

Transferts : il s'agit des crédits destinés à financer des dépenses d'intervention qu'elles soient, ou non, gérées en compte propre. Les transferts sont des versements sans contrepartie effectués directement ou indirectement à des bénéficiaires finaux (ménages, entreprises, collectivités territoriales, autres collectivités).

Dotations en fonds propres : ce sont les ressources apportées par l'Etat à ses opérateurs dont les capitaux ne sont pas matérialisés par des titres, des actions. Relèvent de cette catégorie, les apports en capital constituant des mises de fonds initiales ou des compléments de mises de fonds initiales qui ont vocation à être inscrits au bilan des établissements. Elles sont destinées à financer des dépenses d'investissements.

Ce tableau doit être obligatoirement être renseigné par tous les programmes (chefs de file ou pas) qui financent un opérateur, quel que soit le montant du financement et le titre utilisé (titre 3, catégorie 32 : « subvention pour charges de service public », titre 6 : « transferts » ou titre 7, catégorie 72 « dotation en fonds propres »). Les montants saisis doivent être identiques aux montants saisis, par actions, titres et catégories dans la JPE. Il alimente automatiquement deux tableaux situés dans la partie opérateurs du PAP : « Récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'Etat » (cf. §3) et « Financement de l'Etat » (cf. §8). A noter que si un programme financeur n'est chef de file d'aucun opérateur (cf. point F), il aura bien le tableau « subvention aux opérateurs » (cf. §1) dans sa partie JPE mais pas de volet opérateur. La liste des opérateurs financés par le programme financeur concerné par ce tableau sera initialisée à partir de la liste des opérateurs financés au PAP 2017. Pour en ajouter d'autres, le responsable de programme prendra l'attache du bureau des opérateurs de la direction du budget (DB-2B2O@finances.gouv.fr).

§2. – Tableau « Elément de la dépense par nature » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Crédits, ETPT et JPE)

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement		
Subventions pour charges de service public		
Dépenses d'intervention		
Transferts aux entreprises		
Dépenses d'opérations financières		
Dotations en fonds propres		
Total		

Toutes les subventions destinées à un opérateur doivent être mentionnées dans cette partie de la JPE, qu'il s'agisse de dépenses de titre 3, catégorie 32 : « subvention pour charges de service public », de titre 6 : « transferts » ou de titre 7, catégorie 72 « dotation en fonds propres ». Le cumul des montants de financement des opérateurs saisis au titre des différentes actions doit correspondre aux montants indiqués dans le tableau « subvention aux opérateurs » (cf. §1.). Pour mémoire, les « subventions pour charges de service public » ne sont destinées qu'aux opérateurs et les « dotations en fonds propres » le sont majoritairement. Un contrôle de Farandole vérifie donc automatiquement que les données saisis pour ces deux titres sont bien cohérentes avec ce qui a été saisi dans le tableau « subvention aux opérateurs » (cf. §1).

B - Tableaux à saisir dans la partie opérateurs.

§3. – Tableau « Récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'Etat »

Nature de la dépense	LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public				
Dotations en fonds propres				
Transferts				
Total				

Ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies dans le tableau « subvention aux opérateurs » (cf.§1) de la partie JPE. Il recense l'intégralité des crédits versés par le programme à des opérateurs de l'Etat, **que celui-ci soit le chef de file ou pas**. La liste des opérateurs financés par le programme doit être précisée en commentaire par le responsable de programme qui doit également analyser l'évolution des crédits.

§4. – Tableau « Emplois des opérateurs rémunérés par les opérateurs ou par ce programme »

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2016 (1)				LFI 2017				PLF 2018			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)		ETPT rémunérés par les opérateurs		ETPT rémunérés par ce programme (2)		ETPT rémunérés par les opérateurs		ETPT rémunérés par ce programme (2)		ETPT rémunérés par les opérateurs	
	sous plafond	hors plafond	sous plafond	hors plafond dont contrats aidés	sous plafond	hors plafond	sous plafond	hors plafond dont contrats aidés	sous plafond	hors plafond	sous plafond	hors plafond dont contrats aidés
Opérateur 1												
Opérateur 2												
Opérateur 3												
Total ETPT												

(1) La réalisation 2016 reprend la présentation du RAP 2016.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

Ce tableau retrace les emplois de tous les opérateurs du programme (rémunérés par le programme chef de file et rémunérés par l'opérateur lui-même). Il est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies dans le tableau « consolidation des emplois de l'opérateur » (cf.§13) de la partie opérateurs. Ce tableau doit être commenté par le responsable de programme (explication des variations, éventuelles précisions méthodologiques...).

§5. – Tableau « Plafond des autorisations d'emplois des opérateurs du programme chef de file »

	ETPT
Emplois sous plafond 2017	
Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2017	
Impact du schéma d'emplois 2018	
Solde des transferts T2/T3	
Solde des transferts internes	
Solde des mesures de périmètre	
Abattement technique	
Corrections techniques	
Emplois sous plafond PLF 2018	
Rappel du schéma d'emplois 2018 en ETP	

Équivalent temps plein travaillé (ETPT) : Il s'agit d'une unité de décompte qui est proportionnelle à l'activité de l'agent, mesurée par sa quotité de temps travaillée et par sa période d'activité dans l'année. Une personne à temps plein (quotité de travail de 100%) présente dans l'établissement toute l'année consomme donc 1 ETPT. Dans une unité de décompte en ETPT, la fraction du temps complet retenue pour les agents travaillant à temps partiel est la fraction du temps complet effectuée par l'agent et non la fraction de la rémunération à temps complet perçue par l'agent. Par ailleurs, les heures supplémentaires ne sont pas comptabilisées. Effectifs physiques x quotité de temps de travail x période d'activité dans l'année. *Exemple 1* : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 50% présent toute l'année = 0.5 ETPT. *Exemple 2* : 1 agent à temps partiel, avec une quotité de travail de 80 %, présent 6 mois sur 12 : $0.8 * 6/12 = 0.4$ ETPT. *Exemple 3* : 1 agent à temps plein, présent 3 mois sur 12 (exemple contrats saisonniers) : $1 * 3/12 = 0.25$ ETPT.

Emplois sous plafond 2017 : Correspond au montant indiqué pour chaque programme à l'article 56 de la loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017. En cas de modification intervenue dans le cadre d'une LFR, le responsable de programme doit contacter le bureau des opérateurs (DB-2B2O@finances.gouv.fr).

Extension en année pleine (EAP) du schéma d'emplois (SE) de la LFI 2017 : Impact du schéma d'emploi 2017 non appliqué en année pleine en 2017 (exprimé en ETPT). *Exemple* : un SE de + 12 ETP est prévu pour un opérateur en LFI 2017 mais ne sera mis en œuvre qu'à compter de septembre 2017. Le SE est appliqué en 2017 à hauteur de 1/3 et se traduit par + 4 ETPT en 2017. En 2018, une extension en année pleine est à prendre en compte dans le plafond d'emplois pour 2/3 du SE 2017 soit + 8 ETPT. Dans le tableau, ci-dessus, dans le cas présenté dans cet exemple, il faudrait inscrire +8 dans la case concernée.

Impact du schéma d'emplois 2018 (ETPT) : Impact du schéma d'emploi qui a été décidé au titre du PLF 2018 et qui n'est pas appliqué en année pleine dès 2018. Il s'agit d'inscrire la traduction en ETPT du SE réellement appliqué. *Exemple* : un SE - 10 ETP est prévu pour un opérateur en PLF 2018, mais il ne peut être appliqué qu'à mi-année. Son impact en ETPT en 2018 n'est donc que de -5. Il induira une EAP en 2019 de -5 ETPT. Dans le tableau, ci-dessus, dans le cas présenté dans cet exemple, il faudrait inscrire -5 dans la case concernée.

Solde des transferts T2/T3 : Emplois précédemment décomptés sur le plafond d'un ministère (T2) qui seront désormais décomptés du plafond d'emplois de l'opérateur (T3) : signe (+). Emplois précédemment décomptés sur le plafond de l'opérateur (T3) qui seront désormais décomptés du plafond d'emplois du ministère (T2) : signe (-).

Solde des transferts internes : Emplois précédemment décomptés sur le plafond d'un autre opérateur qui seront désormais décomptés du plafond d'emplois de l'opérateur : signe (+). Emplois précédemment décomptés sur le plafond de l'opérateur qui seront désormais décomptés du plafond d'emplois d'un autre opérateur : signe (-).

Solde des mesures de périmètre : correspond aux mesures de périmètre des opérateurs (intégration ou sortie d'une entité – et de ses emplois - du périmètre des opérateurs, sortie de périmètre de certains emplois pour être rémunérés par un organisme non opérateur). Mode de calcul : somme des transferts externes entrants dans le périmètre des opérateurs – somme des transferts externes sortants du périmètre des opérateurs. Si le solde est positif : hausse des "emplois opérateurs" du programme. Si le solde est négatif : baisse des "emplois opérateurs".

Corrections techniques : solde des mesures traduisant un affinement et une fiabilisation des mécanismes de décompte des emplois des opérateurs (identification et classification des contrats d'apprentissage, reclassification d'emplois ne répondant plus aux critères du hors plafond, contrats aidés comptabilisés à tort dans les emplois sous plafond d'autorisation législative, fonctionnaires détachés sur contrat non comptabilisés, mises à disposition entrantes comptabilisées à tort dans les emplois sous plafond d'autorisation législative...). Mode de calcul : somme des corrections techniques augmentant les agents à comptabiliser sous plafond d'emplois des opérateurs – somme des corrections techniques diminuant les agents à comptabiliser sous plafond d'emplois des opérateurs. Si le solde est positif : hausse des "emplois opérateurs" du programme. Si le solde est négatif : baisse des "emplois opérateurs".

Abattement technique : suppression de postes vacants. Un signe (-) doit précéder le montant inscrit dans cette case. Le solde ne peut pas être positif.

Schéma d'emplois : Le montant indiqué doit correspondre à celui de la lettre plafond.

Ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données d'arbitrage. Pour toute modification, le responsable de programme doit se rapprocher de son correspondant à la Direction du budget. L'attention des responsables de programme est appelée sur l'obligation de commenter les différents facteurs d'évolution (à la hausse comme à la baisse) du plafond d'emplois ainsi que l'évolution du schéma d'emplois.

§6. – Tableau « Somme des 10 plus importantes rémunérations » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > 10 plus hautes rémunérations)

Somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totales de l'organisme (en milliers d'euros)					
Opérateur ou Catégorie d'opérateurs	Statut	Montant 2015	Commentaire 2015	Montant 2016	Commentaire 2016

Le Parlement a inscrit dans la LPFP 2014-2019 une nouvelle exigence d'information sur la somme des 10 plus importantes rémunérations brutes totales (y compris indemnités et parts variables) de chaque opérateur et autres organismes publics contrôlés par l'Etat. Ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies lors du RAP 2016 mais ses données peuvent être modifiées par le responsable de programme. Ce tableau n'est pas publié dans le PAP mais dans le jaune opérateur.

§7. – Présentation des opérateurs (ou catégories d'opérateurs) (pour renseigner cette partie : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Présentation générale)

Dans cette partie littéraire, le responsable de programme doit présenter l'opérateur de façon synthétique (statut de l'opérateur, missions, objectifs – COP -, faits marquants, point de situation sur la stratégie immobilière et de rationalisation des fonctions supports...).

§8. – Tableau « Financement de l'Etat »

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Programme 1						
Subventions pour charges de service public						
Transferts						
Dotations en fonds propres						
Programme 2						
Subventions pour charges de service public						
Transferts						
Dotations en fonds propres						
Total						

Pour le PLF 2018, ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies par chaque programme financeur dans sa partie JPE (§1 « subvention aux opérateurs »). Le responsable du programme chef de file est toutefois responsable du renseignement exhaustif de ce tableau. Pour ce faire, il doit se rapprocher de l'opérateur qui sait quels programmes budgétaires le finance puis de ces autres programmes financeurs. Une liste des programmes financeurs par opérateur issue des PAP 2017 figure au point E de la présente circulaire. Les montants indiqués dans ce tableau doivent être cohérents avec les montants indiqués dans les états budgétaires de l'opérateur. L'objet ainsi que l'évolution des financements de l'Etat doivent impérativement faire l'objet d'un

commentaire de la part du responsable de programme. Les données 2017 de ce tableau sont issues des PAP 2017 et celles de 2016 des RAP 2016. S'il y a lieu de les actualiser pour les PAP 2018, il conviendra de prendre l'attache du bureau des opérateurs de la direction du budget (DB-2B2O@finances.gouv.fr).

La gestion des opérateurs a été modifiée par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (« décret GBCP ») qui soumet la majorité des opérateurs à la comptabilité budgétaire. Pour ces derniers, la comptabilité budgétaire est désormais le principal outil de prévision et de restitution de leur budget. Dans le cadre de l'exercice de rédaction du PAP, les responsables de programme veilleront à ce que les tableaux d'autorisation budgétaire et d'équilibre financier des opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire soient systématiquement analysés et commentés.

§9. – Budget initial 2017 de l'opérateur – Tableau « Compte de résultat » (CF 2016, BI 2017) (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Compte de résultat)

Charges	Compte financier 2016 (1)	Budget initial 2017	Produits	Compte financier 2016 (1)	Budget initial 2017
Personnel			Subventions de l'État		
dont charges de pensions civiles			Subvention pour charge de service public (SCSP)		
			Transferts		
Fonctionnement autre que les charges de personnel			Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		
Sur Fonctionnement et/ou Intervention			Autres produits		
dont dotations aux amortissements et provisions			dont reprises sur amortissements et provision		
dont valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			dont produits de cession d'éléments d'actif		
			dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs		
Total des charges			Total des produits		
Résultat : bénéfice			Résultat : perte		
Total : équilibre du CR			Total : équilibre du CR		
(1) RAP 2016					

Charges de personnel : salaires, traitements et rémunérations diverses, charges sociales, Intéressement et participation, autres charges de personnel.

Charges de fonctionnement autre que charges de personnel : achats, consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks.

Charges d'intervention : dispositifs d'intervention pour compte propre (transferts aux ménages, transferts aux entreprises, transferts aux collectivités territoriales, transferts aux autres collectivités).

Subvention pour charges de service public (SCSP) : subvention de fonctionnement annuelle destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur. La SCSP n'a pas pour objet de financer des investissements.

Transferts) : produits destinés à financer des charges d'intervention. Les transferts sont des versements sans contrepartie effectués directement ou indirectement à des bénéficiaires finaux (ménages, entreprises, collectivités territoriales, autres collectivités).

Fiscalité affectée : produit issu d'une taxe affectée à l'opérateur. Le critère de rattachement des produits issus de la fiscalité affectée, recouvrée par l'Etat ou par l'organisme, suit le principe général selon lequel le produit est comptabilisé au moment où le droit est acquis à l'organisme et tient compte des délais de déclaration des opérations imposables. Ainsi, selon les cas, ces produits sont comptabilisés soit au moment où a lieu l'opération imposable, soit au moment où la matière imposable est déclarée.

Autres subventions : subventions reçues de financeurs publics autres que l'Etat (collectivités locales, Union européenne, autres organismes publics).

Autres produits : produits qui ne sont ni des subventions publiques, ni des produits de taxe affectée (recettes commerciales, recettes liées aux ventes de produits ou de prestations à l'État, droits d'entrée, produits financiers, taxe d'apprentissage...).

Ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies lors du RAP 2016 sur la base des documents votés par l'organe délibérant à l'occasion des comptes financiers (CF) 2016 et des budgets initiaux (BI) 2017. Si au moment de l'élaboration du RAP 2016, l'organe délibérant n'avait pas encore voté le compte financier, il conviendra de faire appel au bureau des opérateurs de la direction du budget (DB-2B2O@finances.gouv.fr) afin d'inscrire le compte financier voté par le conseil d'administration. Les données du BI 2017 peuvent par ailleurs être modifiées par le responsable de programme. Pour mémoire, un contrôle automatique est effectué par Farandole entre les montants de SCSP et de transfert figurant dans le tableau de « financement de l'Etat » (cf.§8) et ceux qui sont inscrits dans ce tableau. Pour les opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire ou EPST, ce tableau ne sera pas publié dans le PAP 2018 mais il le sera dans le RAP 2017. **Il ne fait donc l'objet de commentaires que pour les opérateurs qui ne sont pas soumis à la comptabilité budgétaire.**

§10. – Budget initial 2017 de l'opérateur – « Tableau de financement abrégé » (CF 2016, BI 2017)
(pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Financement abrégé)

Emplois	Compte financier 2016	Budget initial 2017	Ressources	Compte financier 2016	Budget initial 2017
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement		
Investissements			Financement de l'actif par l'État (Dotations en fonds propres)		
			Financement de l'actif par des tiers autres que l'État		
			Autres ressources (y compris Fiscalité affectée)		
			- Autres ressources autres que Fiscalité affectée		
			- Fiscalité affectée		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois			Total des ressources		
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement		

Ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies lors du RAP 2016 sur la base des documents votés par l'organe délibérant. Les données du BI 2017 peuvent toutefois être modifiées par le responsable de programme. Celles du CF 2016 ne sont pas modifiables. Pour mémoire, l'insuffisance ou la capacité d'autofinancement est automatisé sous FARANDOLE à partir des données saisies dans le compte de résultat (méthode additive). Par ailleurs, un contrôle automatique est effectué par Farandole entre le montant de dotations en fonds propres figurant dans le tableau de « financement de l'Etat » (cf.§8) et celui qui est inscrit dans ce tableau. Pour les opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire ou EPST, ce tableau ne sera pas publié dans le PAP 2018 mais il le sera dans le RAP 2017. **Il ne fait donc l'objet de commentaires que pour les opérateurs qui ne sont pas soumis à la comptabilité budgétaire.**

§11. – Budget initial 2017 de l'opérateur – « Tableau d'équilibre financier » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Equilibre financier)

Équilibre financier BI 2017		(en milliers d'euros)	
Besoins		Financement	
Solde budgétaire (déficit)		Solde budgétaire (excédent)	
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements		Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	
Opérations au nom et pour le compte de tiers		Opérations au nom et pour le compte de tiers	
Autres décaissements non budgétaires		Autres encaissements non budgétaires	
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)		Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	
Abondement de la trésorerie (2) - (1) :		Prélèvement de la trésorerie (1) - (2) :	
dont abondement de la trésorerie fléchée		dont prélèvement de la trésorerie fléchée	
dont abondement de la trésorerie non fléchée		dont prélèvement de la trésorerie non fléchée	
Total des besoins		Total des financements	

Ce tableau ne concerne que les opérateurs soumis à la comptabilité budgétaire et les EPST.

Le solde budgétaire du tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir du solde budgétaire calculé dans les tableaux « Autorisations budgétaires » (cf. §17.) pour les opérateurs non EPST soumis à la comptabilité budgétaire et « Dépenses /Recettes » (cf. §19) pour les EPST. Le prélèvement ou l'abondement de trésorerie ainsi que le prélèvement ou l'abondement de trésorerie fléchée sont également calculés automatiquement par Farandole en fonction des autres éléments saisis dans le tableau. La variation de trésorerie, fléchée et non fléchée, ainsi que ses principaux éléments sous-jacents (selon les cas, solde budgétaire, emprunts, opérations pour compte de tiers...) doivent impérativement faire l'objet d'un commentaire de la part du responsable de programme.

§12. – Tableau « situation financière » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Situation Financière)

Situation financière (en milliers d'euros)	Budget initial 2016	Compte financier 2016	Budget initial 2017
Fonds de roulement au 31/12			
Trésorerie au 31/12			

L'article 25 de la LPFP 2014-2019 prévoit que l'annexe au PLF intègre notamment un bilan sur les niveaux de fonds de roulement. En complément et en lien avec la mise en place du décret GBCP, il est demandé de préciser le niveau de trésorerie. Ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole sur la base des données saisies dans le RAP 2016. Les données du Budget initial 2017 peuvent toutefois être modifiées par le responsable de programme. Ce tableau n'est pas publié dans le PAP mais dans le jaune « Opérateurs de l'Etat ».

§13. – Tableau « Consolidation des emplois de l'opérateur » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Effectif de l'opérateur pour ce prog)

	Réalisation 2016 (1)	LFI 2017 (2)	(en ETP)
			PLF 2018
Emplois rémunérés par l'opérateur :			
– sous plafond			
– hors plafond			
dont contrats aidés			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			
(1) La réalisation 2016 reprend la présentation du RAP 2016.			
(2) LFI ou LFR le cas échéant.			

Ce tableau retrace tous les emplois dont l'opérateur assure la rémunération, quelle que soit leur situation statutaire (corps de fonctionnaires propres des établissements publics, contractuels, agents détachés dans l'établissement, agents de droit privé...) et quelles que soient les missions de l'opérateur auxquelles ils concourent. Les emplois rémunérés par l'opérateur s'apprécient en ETPT au 31 décembre de l'année considérée. Le respect du plafond d'emplois en ETPT s'apprécie en moyenne annualisée. Pour la construction et le suivi des plafonds d'emplois des opérateurs de l'Etat en ETPT, le responsable de programme est invité à se référer au guide de décompte des emplois des opérateurs de l'Etat :

(<https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/cadre-gestion-publique/operateurs-etat/essentiel/ressources/guide-decompte-emplois-operateurs-etat#.WT6iGdKwe70>).

Les ETPT sont à saisir sans décimale. Les informations demandées distinguent les emplois sous plafond législatif et les emplois hors plafond (parmi lesquels figurent les contrats aidés, qui font l'objet d'un détail spécifique).

Ce tableau alimente le tableau du §4. Les colonnes réalisation 2016 et LFI 2017 sont renseignées automatiquement par Farandole. Seule la colonne PLF 2018 est à renseigner. Il doit être commenté par le responsable du programme.

§14. – Tableaux « Contribution à la réalisation des dépenses d'avenir » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Contribution dépenses d'avenir PLA)

Programmes d'investissements d'avenir décidés en 2010 (PIA I)						
En tant qu'opérateur intermédiaire				(en milliers d'euros)		
Crédits reçus en 2010 au titre des dépenses d'avenir (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (2)		Prévision de consommation en 2017 (3)		Prévision de consommation en 2018 (4)	
	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées du commissariat général à l'investissement (CGI).

(2) Reprise des données figurant du RAP 2016.

(3) Prévision de consommation de l'année 2017 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017). Ces chiffres sont repris des PAP 2017.

(4) Prévision de consommation de l'année 2018 (entre le 01/01/2018 et le 31/12/2018).

En tant que bénéficiaire final					(en milliers d'euros)	
Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2016 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2017 (2)	Prévision de consommation en 2017 (2)	Prévision de crédits à recevoir au titre de 2018 (3)	Prévision de consommation en 2018 (3)	

(1) Somme des crédits encaissés / consommés par l'opérateur de 2010 à 2016 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non). Ces chiffres sont repris des RAP 2016.

(2) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2017 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017). Ces chiffres sont repris des PAP 2017.

(3) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2018 (entre le 01/01/2018 et le 31/12/2018).

Programmes d'investissements d'avenir décidés en 2014 (PIA II)						
En tant qu'opérateur intermédiaire				(en milliers d'euros)		
Crédits reçus en 2014 au titre des dépenses d'avenir (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (2)		Prévision de consommation en 2017 (3)		Prévision de consommation en 2018 (4)	
	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés	Crédits engagés	Crédits consommés

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées du commissariat général à l'investissement (CGI).

(2) Reprise des données figurant du RAP 2016.

(3) Prévision de consommation de l'année 2017 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017). Ces chiffres sont repris des PAP 2017.

(4) Prévision de consommation de l'année 2018 (entre le 01/01/2018 et le 31/12/2018).

En tant que bénéficiaire final					(en milliers d'euros)	
Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2016 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2017 (2)	Prévision de consommation en 2017 (2)	Prévision de crédits à recevoir au titre de 2018 (3)	Prévision de consommation en 2018 (3)	

(1) Somme des crédits encaissés / consommés par l'opérateur de 2010 à 2016 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non). Ces chiffres sont repris des RAP 2016.

(2) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2017 (entre le 01/01/2017 et le 31/12/2017). Ces chiffres sont repris des PAP 2017.

(3) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2018 (entre le 01/01/2018 et le 31/12/2018).

Ce tableau se compose de deux sous-tableaux, le premier concerne les opérateurs intervenant en tant qu'intermédiaires et, le second, les opérateurs bénéficiaires finaux des crédits des dépenses d'avenir (porteurs de projet).

Opérateurs intermédiaires : les entités concernées ont été désignées explicitement en tant qu'intermédiaire dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 2010 présenté en conseil des ministres le 20 janvier 2010. Leur liste a été fixée par le décret n° 2010-442 du 3 mai 2010 fixant la liste des établissements et sociétés mentionnés à l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 puis modifiée par le décret n°2014-1388 du 21 novembre 2014. Les crédits reçus sont ceux qui ont fait l'objet d'une convention d'attribution signée avec le commissariat général à l'investissement (CGI). Les crédits engagés correspondent aux crédits engagés par les décisions du CGI et les crédits consommés correspondent aux crédits effectivement versés par l'opérateur intermédiaire.

Opérateurs bénéficiaires finaux : tous les opérateurs de l'État qui agissent en tant que porteurs de projet et reçoivent des crédits au titre des dépenses d'avenir de la part d'opérateurs intermédiaires. L'origine des crédits (noms des opérateurs intermédiaires) et une présentation synthétique du ou des projets doivent être mentionnés dans le commentaire du responsable de programme. Les informations

ne sont pas retracées en autorisations d'engagement et en crédits de paiement dans la mesure où les crédits ne leur seront pas systématiquement attribués sous cette forme. Les crédits reçus et prévisions de crédits correspondent à l'ensemble des crédits encaissés et à recevoir par l'opérateur au titre des différents projets auxquels il participe, qu'il en soit le coordinateur ou non. Ils ont fait l'objet d'une convention d'attribution signée avec un opérateur intermédiaire.

Certains opérateurs ne seront concernés que par l'un de ces deux tableaux, selon qu'ils agissent intégralement soit en tant qu'intermédiaire, soit en tant que bénéficiaire final. Pour les opérateurs intervenant à la fois en tant qu'intermédiaire et bénéficiaire final, les deux sous-tableaux sont à renseigner lors de la présentation de leur contribution aux dépenses d'avenir. Les deux sous-tableaux sont répétés : une fois pour le PIA 1 et une autre pour le PIA 2. Les colonnes « crédits reçus au titre des dépenses d'avenir », « consommation réalisée cumulée au 31/12/2016 » et « prévision de consommation 2017 » sont pré-remplies, à partir des données figurant dans les documents budgétaires (PAP 2017 et RAP 2016). Il est demandé aux responsables de programme de vérifier la cohérence de ces données et de signaler toute erreur à la direction du budget qui se chargera de les corriger. Les données doivent faire l'objet d'une analyse et d'un commentaire du responsable de programme.

§15. – Tableaux « Endettements et engagements hors bilan » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Endettement et engagement hors bilan)

Le recensement de l'endettement inscrit au bilan et des engagements hors bilan des opérateurs constitue une obligation conformément aux dispositions de l'article 107 de la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010 modifiant l'article 14 de la loi modifiée n°2006-888 du 19 juillet 2006. Ces informations seront présentées dans le jaune « Opérateurs de l'Etat ».

Seuls sont concernés les opérateurs ayant inscrit dans leur bilan, des dettes de moyen et long terme (dont l'échéance est supérieure à un an), et dont l'encours est égal ou supérieur à 100.000 € et/ou dans leur hors bilan, des engagements prévus par les instructions et réglementations comptables en vigueur dont la nature est détaillée ci-dessous.

Engagements hors bilan : distinction entre quatre catégories d'engagements hors bilan : les engagements de garantie, les engagements réciproques, les engagements assortis de garanties et les engagements pris en matière de pensions ou obligations similaires. Il existe une entrée pour chaque engagement. Cette entrée précise le fondement juridique de l'engagement hors-bilan (ex : texte institutif de l'établissement pour l'emprunt, dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, ...) et le montant de l'engagement. Les engagements retracés ne concernent que les engagements donnés inscrits hors bilan lors du vote du compte financier de l'établissement.

Dettes : distinction entre les dettes comprises entre 1 et 5 ans et celles supérieures à 5 ans. Il existe une entrée pour chaque dette. Cette entrée précise la nature, le fondement juridique (ex : texte institutif de l'établissement pour l'emprunt, dispositions législatives ou réglementaires spécifiques, etc.), le montant (encours), le compte comptable concerné au bilan, le taux d'intérêt et l'échéance de la dette. Rappel des principaux comptes comptables concernés : comptes 164 et suivants : emprunts auprès des établissements de crédit, comptes 165 et suivants : dépôts et cautionnements reçus, comptes 168 et suivants : autres emprunts et dettes assimilées, compte 1674 : avances conditionnées de l'État et des collectivités publiques.

Engagements hors bilan de l'opérateur					
Nature de l'engagement	Fondement juridique	Montant inscrit hors bilan au 31/12/2016 en milliers d'€			
Engagements réciproques					
Crédits bails					
Baux	La QPC en matière de baux commerciaux et législation des pays sur les obligations (un ensemble de lois)				
Total des engagements hors bilan					

Dettes inscrites au bilan de l'opérateur					
Nature de la dette	Fondement juridique	Montant inscrit hors bilan au 31/12/2016 en milliers d'€	Compte comptable concerné	Taux en %	Echéance
Dettes comprises entre 1 et 5 ans					
Investissements d'avenir	ARRÊTÉ DU 05-05-2008		Comptes 164 et suivants : emprunts auprès des établissements de crédit	4,3	01/10/2018
Débiteurs et créditeurs divers	ARRÊTÉ DU 26-02-2009		Comptes 164 et suivants : emprunts auprès des établissements de crédit	3,9	01/10/2018
Dettes à plus de 5 ans					
	ARRÊTÉ DU 05-05-2008		Comptes 164 et suivants : emprunts auprès des établissements de crédit	4,3	01/10/2023
	ARRÊTÉ DU 26-02-2009		Comptes 164 et suivants : emprunts auprès des établissements de crédit	3,9	01/10/2024
Total des dettes de l'opérateur					

§16. – Tableau « Gouvernance » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Gouvernance)

Période couverte par le contrat d'objectifs et de performance	Date de signature de la lettre de mission	Précisions

Afin de produire une information exhaustive et de qualité à destination de la représentation nationale, ce tableau détaillant la période couverte par le contrat d'objectifs et de performance ainsi que la date de signature de la lettre de mission du dirigeant est à renseigner par le responsable de programme.

LES DEUX TABLEAUX QUI SUIVENT SONT UNIQUEMENT DESTINES AUX OPERATEURS NON EPST, SOUMIS A LA COMPTABILITE BUDGETAIRE

§17. – Budget initial 2017 de l'opérateur – « Tableau d'autorisations budgétaires » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Autorisations budgétaires)

Autorisations budgétaires BI 2017			(en milliers d'euros)	
Dépenses	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Recettes	Crédits de paiement
Personnel (AE=CP)			Recettes globalisées :	
dont charges de pensions civiles			– subventions pour charges de service public	
			– autres financements de l'État	
			– fiscalité affectée	
Fonctionnement			– autres financements publics	
Intervention			– recettes propres	
Investissement				
Enveloppe recherche* :			Recettes fléchées :	
– personnel			– financements de l'État fléchés	
– fonctionnement			– autres financements publics fléchés	
– investissement			– recettes propres fléchées	
Total des dépenses			Total des recettes	
Solde budgétaire (excédent)			Solde budgétaire (déficit)	

* sur décision du ministre chargé du budget ou, pour les EPSCP, avec l'accord du recteur ou du ministre chargé de l'enseignement supérieur, le budget peut inclure une ou plusieurs enveloppes destinées à des contrats de recherche (Art. 179 Décret GBCP et art. R719-54 du code de l'éducation).

A l'exception des charges de pensions civiles, la partie dépenses de ce tableau est renseignée automatiquement par Farandole à partir des données saisies dans le tableau « Dépenses 2017 de l'opérateur par destination » (cf. §18). Les cases « Recettes globalisées » et « Recettes fléchées » sont calculées automatiquement à partir des informations saisies dans les cases qui leur sont rattachées. Les autorisations budgétaires (en AE et en CP et par nature de dépenses), les déterminants de ses dépenses, les prévisions de recette ainsi que le solde budgétaire qui en résulte doivent impérativement faire l'objet d'une analyse et d'un commentaire de la part du responsable de programme, au regard notamment de la mise en œuvre des missions et priorités de l'organisme et de la soutenabilité du budget. Ces commentaires pourront utilement faire référence aux informations figurant dans les autres états budgétaires fournis à l'appui du vote du budget (par exemple, états en droits constatés, tableaux des opérations pluriannuelles, des opérations fléchées, plan de trésorerie...).

§18. – Tableau « Dépenses 2017 de l'opérateur par destination » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Dépenses 2017 par destination)

Destination	Personnel (AE=CP)		Fonctionnement		Intervention		Investissement		(en milliers d'euros)	
	AE	AE=CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Destination 1										
Destination 2										
Destination 3										
Total										

Ce tableau qui présente le BI 2017 est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies lors du RAP 2016 sur la base des documents votés par l'organe délibérant. Ces données peuvent toutefois être modifiées par le responsable de programme. Ce tableau alimente automatiquement la partie dépense du tableau « autorisation budgétaires » (Cf. §17). Il doit être commenté par le responsable de programme. La modification ou l'intégration de nouvelles destinations nécessite de prendre l'attache du bureau des opérateurs de la direction du budget (DB-2B2O@finances.gouv.fr).

LE TABLEAU QUI SUIT EST UNIQUEMENT DESTINES AUX OPERATEURS EPST

La présentation du budget des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) reprend la présentation prévue par le décret n°2002-252 du 22 février 2002 modifié, précisée dans l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) dans le cadre de l'élaboration, de la présentation et de l'exécution de leur budget.

§19. – Budget initial 2017 de l'opérateur – « Tableau Dépenses/Recettes » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Dépenses EPST) ou (... > Recettes EPST)

Dépenses EPST (en milliers d'euros)	Compte financier 2016 (1)		Budget initial 2017	
	AE	CP	AE	CP
Personnel				
<i>dont charges de pensions civiles</i>				
- activités conduites par les unités de recherche				
- actions communes				
- fondions support				
- hors agrégat				
Fonctionnement et investissement non programmé				
- activités conduites par les unités de recherche				
- actions communes				
- fondions support				
- hors agrégat				
Investissement programmé et autres opérations en capital				
- actions communes				
- fondions support				
- hors agrégat				
Total des dépenses				

Recettes EPST (en milliers d'euros)	Compte financier 2016 (1)	Budget initial 2017
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles		
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche		
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services		
Autres subventions et produits		
Total des recettes		

(1) source : RAP 2016.

Ce tableau est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies lors du RAP 2016 sur la base des documents votés par l'organe délibérant à l'occasion des comptes financiers (CF) 2016 et des budgets initiaux (BI) 2017. Si au moment de l'élaboration du RAP 2016, l'organe délibérant n'avait pas encore voté le compte financier, il conviendra de faire appel au bureau des opérateurs de la direction du budget (DB-2B2O@finances.gouv.fr) afin d'inscrire le compte financier voté par le conseil d'administration. Les données du BI 2017 peuvent par ailleurs être modifiées par le responsable de programme. L'objet, l'évolution des dépenses et recettes, le résultat prévisionnel ainsi que le lien entre ces mouvements budgétaires et l'évolution de la trésorerie de l'opérateur doivent impérativement faire l'objet d'une analyse et d'un commentaire de la part du responsable de programme.

LE TABLEAU QUI SUIT EST UNIQUEMENT DESTINES AUX OPERATEURS NON EPST, NON SOUMIS A LA COMPTABILITE BUDGETAIRE

§20. – Tableau « Dépenses 2017 de l'opérateur par destination » (pour renseigner ce tableau : Farandole > Accueil > Missions Programmes du Budget Général > Opérateurs > Dépenses 2017 par destination)

					(En milliers d'euros)
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Destination 1					
Destination 2					
Total					

Ce tableau qui présente le BI 2017 est renseigné automatiquement par Farandole à partir des données saisies lors du RAP 2016 sur la base du «budget initial 2017» voté par l'organe délibérant. Ces données peuvent toutefois être modifiées par le responsable de programme. Ce tableau ne tient pas compte des charges décaissables (dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs, opérations pour compte de tiers). Il doit être commenté par le responsable de programme. La modification ou l'intégration de nouvelles destinations nécessite de prendre l'attache du bureau des opérateurs de la direction du budget (DB-2B2O@finances.gouv.fr).

C - Contrôles automatiques sur FARANDOLE

Des contrôles automatiques d'aide à la relecture sont prévus. Ils visent à mettre en lumière certains oublis ou certaines incohérences pour que ceux-ci puissent être complétés, corrigés ou faire l'objet de commentaires. Ces contrôles automatiques se matérialisent lors de la production du document par des messages d'alerte en gros caractères rouges.

Tableau concerné		Ce qui déclenche le contrôle	Que faire ?
\$1 & \$2	Partie JPE : tableau "subvention aux opérateurs" et tableau "élément de la dépense par nature"	Le contrôle se déclenche lorsque les totaux des dépenses prévues en catégorie 32 (SCSP) dans les tableaux : \$1 "subvention aux opérateurs" et \$2 "élément de la dépense par nature" ne correspondent pas.	Corriger l'erreur de saisie qui peut être dans le tableau "subvention aux opérateurs" (\$1), par opérateur ou dans le tableau "élément de la dépense par nature" (\$2) par action, titre et catégorie.
\$1 & \$2	Partie JPE : tableau "subvention aux opérateurs" et tableau "élément de la dépense par nature"	Le contrôle se déclenche lorsque les totaux des dépenses prévues en catégorie 72 (DFP) dans les tableaux : \$1 "subvention aux opérateurs" et \$2 "élément de la dépense par nature" ne correspondent pas.	Corriger l'erreur de saisie qui peut être dans le tableau "subvention aux opérateurs" (\$1), par opérateur ou dans le tableau "élément de la dépense par nature" (\$2) par action, titre et catégorie.
\$1 + \$2 + \$3	Partie Opérateurs : tableau "récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'Etat"	Le contrôle se déclenche lorsque les totaux des dépenses prévues en catégorie 32 (SCSP) et 72 (DFP) dans les tableaux : \$1 "subvention aux opérateurs" et \$2 "élément de la dépense par nature" ne correspondent pas. La différence avec les deux erreurs précédentes est que le message apparaît sous le tableau \$3 "récapitulation des crédits alloués aux opérateurs de l'Etat" et non dans la partie JPE.	Corriger, dans la partie JPE, l'erreur de saisie qui peut être dans le tableau "subvention aux opérateurs" (\$1), par opérateur ou dans le tableau "élément de la dépense par nature" (\$2) par action, titre et catégorie.
\$10	Partie Opérateurs : compte de résultat	Le contrôle se déclenche lorsque la cellule "Personnel" est renseignée alors que la cellule "dont charges de pensions civiles" n'est pas renseignée ou lorsque la cellule "dont charges de pensions civiles" est renseignée alors que la cellule "Personnel" ne l'est pas.	Vérifier la cohérence entre la cellule "Personnel" et la cellule "dont charges de pensions civiles". Si l'opérateur ne verse pas de charges de pensions civiles, mettre "0".
\$10	Partie Opérateurs : compte de résultat	Le contrôle se déclenche lorsque la cellule "Fonctionnement autre que les charges de personnel" est renseignée alors que les cellules "Dotations aux amortissements et provisions" et "Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés" ne le sont pas ou lorsque les cellules "Dotations aux amortissements et provisions" et "Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés" sont renseignées alors que la cellule "Fonctionnement autre que les charges de personnel" ne l'est pas.	Vérifier la cohérence entre la cellule "Fonctionnement autre que les charges de personnel" et les cellules "Dotations aux amortissements et provisions" et "Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés". Si l'opérateur n'a pas de dotations aux amortissements et provisions et/ou de valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés, mettre "0". En revanche, il ne peut pas y avoir de dotations aux amortissements et provisions et/ou de valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés si il n'y a pas de charges de fonctionnement.
\$10	Partie Opérateurs : compte de résultat	Le contrôle se déclenche lorsque la cellule "Autres produits" est renseignée alors que les cellules "Reprises sur amortissements et provisions", "Produits de cession d'éléments d'actif" et "Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs" ne le sont pas ou lorsque les cellules "Reprises sur amortissements et provisions", "Produits de cession d'éléments d'actif" et "Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs" sont renseignées alors que la cellule "Autres produits" ne l'est pas.	Vérifier la cohérence entre la cellule "Autres produits" et les cellules "Reprises sur amortissements et provisions", "Produits de cession d'éléments d'actif" et "Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs". Si l'opérateur n'a pas de reprises sur amortissements et/ou provisions, produits de cession d'éléments d'actif et/ou de quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs, mettre "0". En revanche, il ne peut pas y avoir de reprises sur amortissements et/ou provisions, produits de cession d'éléments d'actif et/ou de quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs si il n'y a pas d'autres produits.
\$10	Partie Opérateurs : compte de résultat	Le contrôle se déclenche lorsque le compte de résultat ne fait apparaître aucun montant dans les cellules "Subvention pour charges de service public (SCSP)" et "Crédits d'intervention (transfert)".	Vérifier la cohérence entre les cellules "SCSP" et "transfert" du compte de résultat et les cellules "SCSP" et "transfert" du tableau "financement de l'Etat" (\$9). Si il n'y a effectivement pas de SCSP ou de transfert, mettre "0".
\$10 + \$11	Partie Opérateurs : compte de résultat.	Le contrôle se déclenche lorsque les montants saisis dans le tableau "Financement de l'Etat" ne sont pas cohérents avec les montants figurant dans le compte de résultat au titre de la SCSP, des transferts ou des dotations en fonds propres.	Vérifier la cohérence entre les cellules "SCSP" et "transfert" du compte de résultat et les cellules "SCSP" et "transfert" du tableau "financement de l'Etat" (\$9). Vérifier la cohérence entre la cellule "Financement de l'Etat" (\$9) et la cellule "Dotations en fonds propres" du tableau "financement de l'Etat" (\$9). En cas de différence, un commentaire est obligatoire.
\$13	Partie Opérateurs : tableau de situation financière	Le contrôle se déclenche lorsque les cellules "Fonds de roulement au 31/12" ou "Trésorerie au 31/12" ne sont pas renseignées et lorsque le résultat n'est pas commenté.	Renseigner les niveaux de "Fonds de roulement" et de "Trésorerie" et ajouter un commentaire.
\$14	Partie Opérateurs : consolidation des emplois de l'opérateur	Le contrôle se déclenche lorsque le total des ETPT sous plafond par opérateur saisi n'est pas conforme aux arbitrages.	Vérifier la cohérence entre le montant saisi et le montant arbitré. En cas de désaccord, contacter votre correspondant à la Direction du budget.
\$16	Partie Opérateurs : Tableau endettement et EHB	Le contrôle se déclenche lorsque les tableaux "Engagements hors bilan de l'opérateur" et/ou "Dettes inscrites au bilan de l'opérateur" ne sont pas renseignés.	Vérifier qu'il n'y a ni EHB, ni dette dans les comptes de l'opérateur. Si c'est le cas, mettre "0" et "NEANT" en commentaire.
\$19 & \$21	Partie Opérateurs : Dépenses par destination	Le contrôle se déclenche lorsqu'aucune destination n'a été créée.	Les destinations sont obligatoires. Il convient donc de les créer.
\$19 & \$21	Partie Opérateurs : Dépenses par destination	Le contrôle se déclenche lorsque le tableau "Dépenses par destination" n'est pas totalement renseigné.	Renseigner les dépenses par destination.

D – Liste des opérateurs qui ne figureront plus que dans le programme chef de file

N° du programme	Opérateurs qui ne figureront plus dans le volet opérateur de ce programme
102	ASP
111	ANSES
112	BUSINESS France
113	CHAMBORD
142	IRSTEA INRA
155	CEREQ
181	ONF, ANSES, METEO France, BRGM
190	ANSES
191	CNES, CEA
204	ANSES
212	IRSN, CEA

E – Liste des opérateurs financés par plus d'un programme

Cette liste est fournie à titre indicatif. Elle est basée sur les données récoltées à l'occasion du PAP 2017. Il appartient au responsable de programme chef de file de se rapprocher de l'opérateur afin que la totalité des programmes financeurs soient répertoriés au sein du tableau « Financement de l'Etat » (cf. §8) de chaque opérateur.

ADEME		CITEPA		IFREMER	
	P181		P174		P172
	P422		P181		P205
	P423	GNES			P206
AEFE			P191	IGN	
	P151		P193		P113
	P185	CNPF			P159
AFR - Académie de France à Rome			P149	INERIS	
	P175		P206		P181
	P224	CNRS			P190
ANR			P150	INRA	
	P172		P172		P142
	P421	Communautés d'universités et établissements			P172
	P422		P150	INRAP	
ANSéS			P231		P175
	P111	Ecoles nationales supérieures d'architecture			P186
	P181		P186	Institut Français	
	P190		P224		P185
	P204	Ecoles d'art en Région			P224
	P206		P186	IRD	
ANSP			P224		P172
	P111	Ecoles d'enseignement sup agricole et vétérinaire			P205
	P204		P142	IRSN	
ANTAI			P143		P190
	P751		P150		P212
	P753		P215	IRSTEA	
ASP		Ecoles et formations d'ingénieurs			P142
	P102		P150		P172
	P103		P192		P181
	P112		P231	ISAE	
	P113	EHESP			P144
	P134		P150		P150
	P149		P204	LADOM	
	P157	ENAC			P123
	P174		P612		P138
	P205		P613	Météo-France	
	P219		P614		P159
	P230	ENIM			P181
	P304		P197		P193
	P791		P205	OFII	
	P792	ENPC			P104
Associat°coordinat° technique agri & IAA			P150		P303
	P142		P217	ONAC-VG	
	P776	ENSCI			P158
Autres opérateurs d'enseignt sup & recherche			P192		P167
	P150		P224		P169
	P175	EPIDe		ONCFS	
	P205		P102		P113
	P231		P147		P206
BRGM		EPMQB		ONF	
	P159		P150		P113
	P172		P175		P149
	P181	EPPD			P181
Business France			P175		P206
	P112		P214	Pôle emploi	
	P134	Etablissement public du domaine de Chambord			P102
CAMPUS France			P113		P103
	P150		P175	Réseau Canopé	
	P185	FranceAgriMer			P150
	P209		P149		P214
CEA			P206	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	
	P172		P304		P150
	P190		P775		P231
	P191		P776	Universcience	
	P212	Groupe Mines Télécom			P150
CEREQ			P150		P186
	P155		P192	Universités et assimilés	
	P214	IFCE			P150
CIRAD			P149		P231
	P172		P219	X - Ecole polytechnique	
	P206	IFPEN - IFP Energies Nouvelles			P144
			P190		P150
					P212

F – Liste des programmes chef de file

Opérateur PAP 2017	Programme chef de file PAP 2017	Code programme	Mission du Programme chef de file PAP 2017
AEFE - Agence pour l'enseignement français à l'étranger	Diplomatie culturelle et d'influence	P185	Action extérieure de l'Etat
Atout-France	Diplomatie culturelle et d'influence	P185	Action extérieure de l'Etat
CAMPUS FRANCE - Agence de promotion des formations et des échanges éducatifs	Diplomatie culturelle et d'influence	P185	Action extérieure de l'Etat
Institut Français	Diplomatie culturelle et d'influence	P185	Action extérieure de l'Etat
CNAPS - Conseil national des activités privées de sécurité	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	P216	Administration générale et territoriale de l'Etat
GIP "Reinsertion et citoyenneté"	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	P216	Administration générale et territoriale de l'Etat
ANSES - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	P206	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
ASP - Agence de services et de paiement	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
CNPF - Centre national de la propriété forestière	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
FranceAgriMer	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
GIP - BIO - Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture bio	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
IFCE - Institut français du cheval et de l'équitation	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
INAO - Institut national de l'origine et de la qualité	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
INFOMA - Institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	P215	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
ODEADOM - Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
ONF - Office national des forêts	Economie et développement durable des entreprises agricole	P149	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
INI - Institution nationale des Invalides	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	P169	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation
ONAC-VG - Office national des anciens combattants et victimes de guerre	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	P169	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation
ANTAI - Agence nationale de traitement automatisé des infractions	Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et de la sécurité	P753	Contrôle de la circulation et du stationnement routier
ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile	Soutien aux prestations de l'aviation civile	P613	Contrôle et exploitation aériens
AFR - Académie de France à Rome	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine	Patrimoines	P175	Culture
Centre national de la danse	Création	P131	Culture
Centre national des arts du cirque	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
CMN - Centre des monuments nationaux	Patrimoines	P175	Culture
CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou	Patrimoines	P175	Culture
CNAP - Centre national des arts plastiques	Création	P131	Culture
CNSAD - Conservatoire national supérieur d'art dramatique	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
CNSMD Lyon - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
CNSMD Paris - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
CNV - Centre national de la chanson, des variétés et du jazz	Création	P131	Culture
Comédie Française	Création	P131	Culture
Ecole du Louvre	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
Ecoles d'art en Région	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
ENSAD - Ecole nationale supérieure des arts décoratifs	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
ENSBA - Ecole nationale supérieure des beaux-arts	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
ENSCI - Ecole nationale supérieure de création industrielle	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
Ensemble Intercontemporain	Création	P131	Culture
EPMBQ - Etablissement public du musée du quai Branly	Patrimoines	P175	Culture
EPPD - Etablissement public du palais de la porte Dorée (Cité nationale de l'histoire)	Patrimoines	P175	Culture
EPPGHV - Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette	Création	P131	Culture
EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles	Patrimoines	P175	Culture
Etablissement public Cité de la céramique - Sèvres et Limoges	Création	P131	Culture
Etablissement public de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris	Création	P131	Culture
Etablissement public du château de Fontainebleau	Patrimoines	P175	Culture
Etablissement public du domaine de Chambord	Patrimoines	P175	Culture
INP - Institut national du patrimoine	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives	Patrimoines	P175	Culture
MuGEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée	Patrimoines	P175	Culture
Musée des arts décoratifs	Patrimoines	P175	Culture
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie	Patrimoines	P175	Culture
Musée du Louvre	Patrimoines	P175	Culture
Musée Guimet	Patrimoines	P175	Culture
Musée Henner-Moreau	Patrimoines	P175	Culture
Musée Picasso	Patrimoines	P175	Culture
Opéra comique	Création	P131	Culture
Opéra national de Paris	Création	P131	Culture
OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	P224	Culture
Orchestre de Paris	Création	P131	Culture
Rmn- Grand Palais - Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées	Patrimoines	P175	Culture
Théâtre national de Chaillot	Création	P131	Culture
Théâtre national de la Colline	Création	P131	Culture
Théâtre national de l'Odéon	Création	P131	Culture
TNS - Théâtre national de Strasbourg	Création	P131	Culture
Ecole navale	Préparation et emploi des forces	P178	Défense
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense	Soutien de la politique de la défense	P212	Défense
ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne	Environnement et prospective de la politique de défense	P144	Défense
ENSTA ParisTech - Ecole nationale supérieure de techniques avancées ParisTech	Environnement et prospective de la politique de défense	P144	Défense
ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace	Environnement et prospective de la politique de défense	P144	Défense
Musée de l'air et de l'espace	Soutien de la politique de la défense	P212	Défense
Musée de l'armée	Soutien de la politique de la défense	P212	Défense
Musée national de la marine	Soutien de la politique de la défense	P212	Défense
ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales	Environnement et prospective de la politique de défense	P144	Défense
SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine	Soutien de la politique de la défense	P212	Défense
X - Ecole polytechnique	Environnement et prospective de la politique de défense	P144	Défense
CIFAD - Centre Interministériel de Formation Anti Drogue	Coordination du travail gouvernemental	P129	Direction de l'action du Gouvernement
Conseil national des communes « Compagnon de la Libération »	Coordination du travail gouvernemental	P129	Direction de l'action du Gouvernement
Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur	Coordination du travail gouvernemental	P129	Direction de l'action du Gouvernement
IHEDN - Institut des hautes études de Défense nationale	Coordination du travail gouvernemental	P129	Direction de l'action du Gouvernement
INHES-J - Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice	Coordination du travail gouvernemental	P129	Direction de l'action du Gouvernement
OFDT - Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies	Coordination du travail gouvernemental	P129	Direction de l'action du Gouvernement

Opérateur PAP 2017	Programme chef de file PAP 2017	Code programme	Mission du Programme chef de file PAP 2017
ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Prévention des risques	P161	Ecologie, développement et mobilité durables
AFB - Agence française pour la biodiversité	Paysages, eau et biodiversité	P113	Ecologie, développement et mobilité durables
ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	Energie, climat et après-mines	P174	Ecologie, développement et mobilité durables
ANGDM - Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs	Energie, climat et après-mines	P174	Ecologie, développement et mobilité durables
CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité	Expertise, information géographique et météorologie	P159	Ecologie, développement et mobilité durables
CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique	Energie, climat et après-mines	P174	Ecologie, développement et mobilité durables
ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développ	P217	Ecologie, développement et mobilité durables
ENSM - Ecole nationale supérieure maritime	Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	P205	Ecologie, développement et mobilité durables
ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développ	P217	Ecologie, développement et mobilité durables
Etablissement public du Marais poitevin	Paysages, eau et biodiversité	P113	Ecologie, développement et mobilité durables
GEODERIS - Groupement d'intérêt Public INERIS/BRGM	Prévention des risques	P181	Ecologie, développement et mobilité durables
IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (fusion de l'IGN et de	Expertise, information géographique et météorologie	P159	Ecologie, développement et mobilité durables
INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques	Prévention des risques	P181	Ecologie, développement et mobilité durables
Météo-France	Expertise, information géographique et météorologie	P159	Ecologie, développement et mobilité durables
ONCFS - Office national de la chasse et de la faune sauvage	Paysages, eau et biodiversité	P113	Ecologie, développement et mobilité durables
Parcs nationaux	Paysages, eau et biodiversité	P113	Ecologie, développement et mobilité durables
VNF - Voies navigables de France	Infrastructures et services de transports	P203	Ecologie, développement et mobilité durables
ANFR - Agence nationale des fréquences	Développement des entreprises et du tourisme	P134	Economie
Business France	Développement des entreprises et du tourisme	P134	Economie
EPARECA - Etablissement public national pour l'aménagement et la restructuration d	Développement des entreprises et du tourisme	P134	Economie
FNAP - Fonds national des aides à la pierre	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	P135	Egalité des territoires et logement
CERQ - Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications	Soutien de la politique de l'éducation nationale	P214	Enseignement scolaire
CIEP - Centre international d'études pédagogiques	Soutien de la politique de l'éducation nationale	P214	Enseignement scolaire
CNED - Centre national d'enseignement à distance	Soutien de la politique de l'éducation nationale	P214	Enseignement scolaire
ONISEP - Office national d'information sur les enseignements et les professions	Soutien de la politique de l'éducation nationale	P214	Enseignement scolaire
Réseau Canopé	Soutien de la politique de l'éducation nationale	P214	Enseignement scolaire
ENA - Ecole nationale d'administration	Fonction publique	P148	Gestion des finances publiques et des ressources
Instituts régionaux d'administration	Fonction publique	P148	Gestion des finances publiques et des ressources
OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration	Intégration et accès à la nationalité française	P104	Immigration, asile et intégration
OPFRA - Office français de protection des réfugiés et apatrides	Immigration et asile	P303	Immigration, asile et intégration
APIJ - Agence publique pour l'immobilier de la Justice	Conduite et pilotage de la politique de la justice	P310	Justice
ENAP - Ecole nationale de l'administration pénitentiaire	Administration pénitentiaire	P107	Justice
ENM - Ecole nationale de la magistrature	Justice judiciaire	P166	Justice
EPPJP - Etablissement Public du Palais de Justice de Paris	Conduite et pilotage de la politique de la justice	P310	Justice
Mission de recherche "Droit et Justice"	Conduite et pilotage de la politique de la justice	P310	Justice
BnF - Bibliothèque nationale de France	Livre et industries culturelles	P334	Médias, livre et industries culturelles
BPI - Bibliothèque publique d'information	Livre et industries culturelles	P334	Médias, livre et industries culturelles
LADOM - L'Agence de l'Outre-mer pour la mobilité	Emploi outre-mer	P138	Outre-mer
Académie des technologies	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
ANR - Agence nationale de la recherche	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires	Enseignement supérieur et recherche agricoles	P142	Recherche et enseignement supérieur
Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche	Formations supérieures et recherche universitaire	P150	Recherche et enseignement supérieur
BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le dév	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
CNRS - Centre national d'études spatiales	Recherche spatiale	P193	Recherche et enseignement supérieur
CNRS - Centre national de la recherche scientifique	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
Communautés d'universités et établissements	Formations supérieures et recherche universitaire	P150	Recherche et enseignement supérieur
Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	Enseignement supérieur et recherche agricoles	P142	Recherche et enseignement supérieur
Ecoles et formations d'ingénieurs	Formations supérieures et recherche universitaire	P150	Recherche et enseignement supérieur
EPAURIF - Etablissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-Fran	Formations supérieures et recherche universitaire	P150	Recherche et enseignement supérieur
GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique	Recherche et enseignement supérieur en matière économique	P192	Recherche et enseignement supérieur
Génopole	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
Groupe Mines Télécom	Recherche et enseignement supérieur en matière économique	P192	Recherche et enseignement supérieur
IFPEN - IFP Energies Nouvelles	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développem	P190	Recherche et enseignement supérieur
IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménag	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développem	P190	Recherche et enseignement supérieur
IHEST - Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
INED - Institut national d'études démographiques	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
INRA - Institut national de la recherche agronomique	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
IPEV - Institut polaire français Paul-Emile Victor	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
IRD - Institut de recherche pour le développement	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développem	P190	Recherche et enseignement supérieur
IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnem	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	P172	Recherche et enseignement supérieur
LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais	Recherche et enseignement supérieur en matière économique	P192	Recherche et enseignement supérieur
Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche	Formations supérieures et recherche universitaire	P150	Recherche et enseignement supérieur
Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	Vie étudiante	P231	Recherche et enseignement supérieur
Universcience	Recherche culturelle et culture scientifique	P186	Recherche et enseignement supérieur
Universités et assimilés	Formations supérieures et recherche universitaire	P150	Recherche et enseignement supérieur
ENIM - Etablissement national des invalides de la marine	Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	P197	Régimes sociaux et de retraite
ABM - Agence de biomédecine	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	P204	Santé
ANSM - Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	P204	Santé
ANSP - Agence Nationale de Santé Publique	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	P204	Santé
EHESP - Ecole des hautes études en santé publique	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	P204	Santé
INCa - Institut National du Cancer	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	P204	Santé
ENSPolice - Ecole nationale supérieure de la police	Police nationale	P176	Sécurité
INPS - Institut national de police scientifique	Police nationale	P176	Sécurité
AFA - Agence française de l'adoption	Inclusion sociale et protection des personnes	P304	Solidarité, insertion et égalité des chances
Agences régionales de santé	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sp	P124	Solidarité, insertion et égalité des chances
Agence du service civique - Agence Erasmus + Jeunesse et Sports	Jeunesse et vie associative	P163	Sport, jeunesse et vie associative
Ecoles nationales des sports	Sport	P219	Sport, jeunesse et vie associative
INSEP - Institut national du sport, de l'expertise et de la performance	Sport	P219	Sport, jeunesse et vie associative
MNS - Musée national du sport	Sport	P219	Sport, jeunesse et vie associative
ANACT - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du trava	P111	Travail et emploi
Centre INFFO - Centre pour le développement de l'information sur la formation perm	Accompagnement des mutations économiques et développem	P103	Travail et emploi
EPiDe - Etablissement public d'insertion de la défense	Accès et retour à l'emploi	P102	Travail et emploi
Fonds de solidarité	Accès et retour à l'emploi	P102	Travail et emploi
INTEFP - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi e	P155	Travail et emploi
Pôle emploi	Accès et retour à l'emploi	P102	Travail et emploi

ANNEXE 7

Comptabilité d'analyse des coûts (CAC)

APPENDICE 1	Principes généraux
APPENDICE 2	Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts »
APPENDICE 3	Précisions concernant les travaux CAC
APPENDICE 4	Ressources et contacts utiles

APPENDICE 1

Principes généraux

CADRE GENERAL

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) relève d'une prescription organique et réglementaire (art. 27 de la LOLF ; art. 55, 153 et 165 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique).

Dans le cadre des PAP, elle permet de présenter au Parlement les crédits prévisionnels complets des programmes et des actions de politique publique, en intégrant, aux crédits ventilés par action et par programme, la part des crédits indirects liés au soutien et/ou aux services polyvalents.

LES PRINCIPES D'ELABORATION

Transversale à la structure budgétaire des programmes, la CAC n'a toutefois pas vocation à modifier les maquettes budgétaires. A cet égard, son modèle tient compte des choix opérés en matière de répartition des crédits entre programmes et actions de politique publique, et exclut de ses schémas de déversement :

- toute ventilation entre actions de politique publique, affectant les choix de construction budgétaire ;
- tout déversement entre actions de soutien ou effet de cascade, nuisant à la sincérité de l'exercice ;
- tout déversement réciproque, source d'opacité.

I. La procédure CAC dans Chorus applicable au budget général

Le traitement des opérations relatives au budget général (paramétrage des déversements et calcul du montant des crédits complets) s'effectue dans CHORUS.

Les données sont automatiquement échangées (interfaces) entre les applications FARANDOLE (outil de consolidation budgétaire) et CHORUS :

- les flux entrants (FEN) dans CHORUS actualisent les données de base : référentiel MPA (mission/programmes/actions) et assiettes de calcul, utiles à la tenue de la CAC dans CHORUS ;
- les flux sortants (FSO) de CHORUS alimentent les éléments de ventilation dans les tableaux du volet d'« analyse des coûts » de l'application FARANDOLE, le jour suivant les opérations résultant de l'exécution de la version finale du gestionnaire (VTF) dans CHORUS selon la procédure de validation précisée en appendice 3.

Les commentaires sont à saisir manuellement par les ministères dans l'outil budgétaire FARANDOLE et devront donc faire l'objet d'une livraison de jetons selon le calendrier figurant en appendice 2.

II. La procédure CAC (hors CHORUS) applicable aux budgets annexes

Ce dispositif concerne les programmes des seuls budgets annexes. À cet effet, le dossier CAC attendu comprend la matrice des déversements, ainsi que les fiches explicatives des déversements correspondant aux opérations de reconstitution des crédits prévisionnels complets pour le PLF 2018.

Les données chiffrées de la CAC ainsi que les commentaires sont à saisir manuellement dans l'application budgétaire FARANDOLE par les responsables des budgets annexes, et devront donc faire l'objet d'une livraison de jetons selon le calendrier figurant en appendice 2-bis.

III. Les acteurs

Trois niveaux d'acteurs sont identifiés :

1. Les gestionnaires CAC des ministères :

Ils sont garants de la modélisation des règles de déversement pour le volet « crédits complets » ; **ils organisent les modalités, contenus et calendrier des échanges à mener au sein de leur ministère en vue de l'établissement du dossier CAC** (fiches explicatives de déversement/ tableau des cycles des déversements (TDD)). Ils interagissent ainsi de façon étroite notamment avec les responsables de programme, afin d'échanger sur les hypothèses et paramètres de construction du modèle CAC. Ils entretiennent également un dialogue renforcé avec les CBCM, qu'ils associent, dès la phase de conception, à la compréhension des choix analytiques retenus.

Ils mettent en production le modèle validé, en définissant le paramétrage adapté dans CHORUS, puis en opérant tous les contrôles (conformité, cohérence, etc.) utiles à la validation de leur production.

2. Les départements du contrôle budgétaire ministériel (DCB) :

Ils s'associent à la procédure le plus en amont possible. Ils contribuent ainsi à la validation interne des mises à jour des variables du modèle relatif au calcul des crédits complets et vérifient la conformité des paramétrages CHORUS au regard du dossier CAC fourni par les ministères. **Seuls acteurs du contrôle à livrer les jetons FARANDOLE des lots CAC à la direction du budget**, ils sont localement garants de la cohérence des volets CAC et **agissent comme premiers « valideurs » des résultats de la CAC.**

3. La direction du budget pilote et consolide l'ensemble des travaux :

Les bureaux sectoriels disposent à tout moment des informations tenues dans CHORUS et valident la cohérence des PAP sur l'ensemble des volets présentés par mission à travers la relecture des commentaires. Le bureau de synthèse compétent pilote l'ensemble des travaux et valide la cohérence globale de la comptabilité d'analyse des coûts de l'État.

Chaque acteur doit respecter la procédure de validation mentionnée dans l'appendice 3.

APPENDICE 2

Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » - Budget général

La finalisation des documents budgétaires implique le respect des dates butoir de chaque étape du calendrier présenté ci-après, ainsi que le respect de la date finale de livraison du lot CAC à la direction du budget, fixée au plus tard le 14 septembre 2017.

Date limite	ETAPES	Livraisons FARANDOLE
Lundi 19/06/2017	Comité de lancement de la campagne CAC au PLF 2018	
<i>semaine 29</i>	<i>Mise à disposition des référentiels MPA - flux FEN05 (Farandole vers CHORUS)</i>	
<i>semaine 30</i>	<i>Mise à disposition progressive des données budgétaires - flux FEN10 (Farandole vers CHORUS)</i>	
Vendredi 11/08/2017	Envoi par le programme P333 à chaque ministère et à la DB du TDD donnant la répartition des dépenses pour validation	
Vendredi 18/08/2017	Validation des dépenses du programme P333 par chaque ministère	
Vendredi 25/08/2017	Livraison des cycles extérieurs émetteurs dans Chorus du programme P333 pour reprise par les ministères récepteurs	
Mercredi 30/08/2017	Livraison par les ministères aux DCB, aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB, du dossier CAC incluant le tableau des déversements (TDD) provisoire	
Vendredi 01/09/2017	Livraison des cycles extérieurs émetteurs dans Chorus par les ministères émetteurs, pour reprise par les ministères récepteurs	
Lundi 04/09/2017	Livraison du tableau des déversements (TDD) définitif	
Mardi 05/09/2017	Exécution par les ministères récepteurs des variantes extérieures sur la version de travail du gestionnaire (VT1) et communication aux DCB et à la DB pour validation en J+1	
Jeudi 07/09/2017	Exécution par les ministères récepteurs des variantes extérieures sur la version finale du gestionnaire (VTF) et validation DB le jour même	
Vendredi 08/09/2017	Exécution par les ministères des variantes internes/externes sur la version de travail du gestionnaire (VT1) et communication aux DCB et à la DB pour validation en J+1	
Mardi 12/09/2017	Exécution par les ministères des variantes internes/externes sur la version finale du gestionnaire (VTF) et validation DB le jour même	
Mercredi 13/09/2017	Livraison des jetons CAC par les ministères aux DCB	Jetons CAC vers DCB
Jeudi 14/09/2017	Livraison des jetons CAC par les DCB aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB	Jetons CAC vers DB
Vendredi 15/09/2017	Finalisation de la CAC du PLF (relecture incluse)	
du Lundi 18/09/2017 au vendredi 22/09/2017	En cas de modifications significatives des crédits, dernière réexécution par les ministères des variantes internes/externes sur la version VTF	

APPENDICE 2 - bis

Calendrier d'élaboration des volets « Analyse des coûts » - Budgets annexes

La finalisation des documents budgétaires implique le respect des dates butoir de chaque étape du calendrier présenté ci-après, ainsi que le respect de la date finale de livraison du lot CAC à la direction du budget, fixée au plus tard le 12 septembre 2017.

Date limite	ETAPES	Livraisons FARANDOLE
Mercredi 30/08/2017	Livraison aux DCB, aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB du dossier CAC par les ministères comprenant : - les fiches explicatives des déversements - la matrice des déversements	
Mercredi 06/09/2017	Saisie dans Farandole des données et commentaires CAC PAP 2018	
Vendredi 09/09/2017	Livraison des jetons CAC aux DCB	Jetons CAC vers DCB
Mardi 12/09/2017	Livraison des jetons CAC aux bureaux sectoriels et de synthèse de la DB	Jetons CAC vers DB

APPENDICE 3

Précisions concernant les travaux CAC

Afin de garantir le bon déroulement des travaux CAC pour le PLF 2018, les étapes suivantes sont à respecter :

CONSTITUTION DU DOSSIER CAC

La première phase d'élaboration de la CAC au PAP consiste à concevoir ou actualiser le modèle de reconstitution des crédits complets des programmes et actions de politique publique. Au terme d'un dialogue mené avec les responsables de programme, les travaux de conception aboutissent à la livraison du dossier CAC aux DCB et bureaux sectoriels compétents de la direction du budget.

L'exhaustivité du dossier CAC ministériel est assurée par la production au PAP 2018 des pièces suivantes :

I. Les fiches explicatives des déversements

Les fiches explicatives des déversements, éléments de support, de documentation et d'échange au sein des ministères sont maintenues. **Tout ajustement du modèle, actualisation, suppression ou introduction de règles ou d'objets doit être expressément signalé en rouge dans le document.**

Un modèle de fiche de déversement est disponible dans la partie 10.1 « *Guide de prise en main de la comptabilité d'analyse des coûts dans Chorus de janvier 2017* ». Ce guide est disponible sur Diapason (cf Appendice 4)

II. Le tableau des cycles de déversement ou TDD (pour les productions dans Chorus)

Le tableau des cycles des déversements ou TDD retrace l'ensemble des règles de déversements et modalités de paramétrage nécessaires au calcul de la CAC dans CHORUS. **Tout ajustement des règles exposé dans les fiches explicatives des déversements doit faire l'objet d'une signalisation spécifique en rouge dans le TDD.**

Un modèle de TDD ainsi qu'une fiche technique explicitant sa construction est disponible dans la partie 10.2 « *Guide de prise en main de la comptabilité d'analyse des coûts dans Chorus de janvier 2017* ».

Ce document reprend de préférence les règles de ventilation définies et paramétrées dans CHORUS pour le PLF 2017 en veillant au bon format des codifications et des domaines fonctionnels, ainsi qu'à l'actualisation des montants des déversements extérieurs, etc. Le TDD est renseigné pour les ministères dits « émetteurs » des montants estimés des déversements extérieurs.

Il est par ailleurs accompagné du fichier d'injection des ratios (valorisations définies pour chaque clé de répartition inscrite au modèle) renseigné à date. À ce titre, la valorisation des clés pourra évoluer jusqu'au plus tard le 22 août 2017 pour les besoins des déversements extérieurs, et jusqu'au plus tard le 31 août 2017 pour les besoins des déversements internes/externes.

III. La matrice des déversements (pour les productions hors Chorus)

La matrice des déversements produite sous tableur est maintenue pour les seuls budgets annexes.

PRODUCTION DANS CHORUS

Prérequis à tout travail dans CHORUS, **les ministères doivent s'assurer d'être correctement habilités sur leur périmètre de gestion**. Tout changement de maquette MPA doit se traduire par un ajustement des droits à établir par le correspondant CHORUS Habilitation ministériel (CCH), puis une adaptation du groupe de centres de coûts de gestion.

Les travaux dans CHORUS s'organisent autour :

- **d'opérations de paramétrage** des objets de ventilation structurant les modèles analytiques : clés et règles de gestion. A toutes fins utiles, les éléments de codification par objet sont rappelés ci-après.

Objet	Rappel des principes de codification pour le paramétrage du modèle dans CHORUS (voir également la partie 8 du « <i>Guide de prise en main de la CAC dans CHORUS de janvier 2017</i> »)
Cycles de déversement	Ensemble de règles de retraitement analytique regroupées selon la nature du déversement : extérieur ou interne/externe Codification commençant par un « P »
Ratios	Une codification lettre fait apparaître la nature de la clé. Codification imposée : % pour clé en pourcentage (et non P), F pour clé financière, E pour clé ETPT ou effectif, S ou M pour les clés surfaces/M2. Les autres lettres signalent une activité.
Groupes de centres de coûts	Syntaxe : « Sigle ministériel »_G17. Exemple pour le MAE : MAE_G17

- **d'opérations d'exécution** des règles de déversements dans les versions CHORUS indiquées pour le PLF, en respectant deux étapes : les déversements extérieurs précédant les déversements internes-externes.
- **du respect du cadencement strict des opérations** : le caractère transversal de la CAC dans CHORUS induit une **interdépendance permanente entre les productions ministérielles**. Toute action d'un ministère dans l'application, impactant l'ensemble du dispositif, doit être coordonnée et synchronisée avec les calendriers des ministères impactés sous peine de blocage du processus global.
- **du respect de processus de validation**, présenté dans la partie 10.3 du « *Guide de prise en main de la comptabilité d'analyse des coûts dans Chorus de janvier 2017* ».

Points d'attention sur les déversements extérieurs

Le programme 333 « **Fonctionnement des DDI et dépenses immobilières des services déconcentrés** » créé en rattachement à la mission « Direction de l'action du gouvernement » et inscrit dans le périmètre ministériel des services du Premier ministre (SPM), mutualise depuis le PLF 2011, une partie des moyens de fonctionnement des services déconcentrés. Par conséquent, il dessert un certain nombre de programmes de politique publique. Son traitement en analyse des coûts, comme tout programme de soutien, permet de préciser la contribution aux différentes politiques publiques exécutées par les directions départementales interministérielles.

Les SPM communiquent, notamment au travers du TDD, les montants et les éléments méthodologiques utiles aux ministères bénéficiaires de la mutualisation **au plus tard le 28 juillet 2017** (selon le calendrier en appendice 2).

RESTITUTION DANS FARANDOLE

I. Données Chiffrées

Aucune saisie manuelle de données chiffrées n'est nécessaire pour les programmes du budget général (interface CHORUS-FARANDOLE sur la base de la version finale (VTF) du gestionnaire).

L'histogramme est produit également automatiquement dans l'application FARANDOLE sur la base des données chiffrées incrémentées dans les tableaux de FARANDOLE, que ceux-ci soient remplis manuellement (budgets annexes) ou automatiquement (budget général).

II. Commentaires

Comme au PLF 2017, deux zones de commentaires sont à rédiger (sur une page) :

1. Synthèse des résultats

Cette partie se situe sous l'histogramme et les tableaux. Elle a pour objectif de présenter les résultats obtenus grâce la CAC.

Il s'agit d'insister plus particulièrement sur l'apport de la CAC, c'est-à-dire sur les principaux déversements contributeurs au calcul des crédits complets comme les déversements des actions/programmes soutien. Il convient de préciser les principaux programmes et actions contributeurs ainsi que les principaux programmes et actions bénéficiaires avec indication des montants et/ou pourcentages, et éventuellement les motifs justifiant ces déversements.

Ces commentaires doivent être synthétiques et occuper au maximum une demi-page.

2. Commentaires méthodologiques

Cette partie se situe après la synthèse des résultats.

Tout d'abord, les commentaires doivent indiquer **la méthodologie utilisée au PLF 2018 et justifier des éventuels changements par rapport au PLF 2017.**

Ensuite, cette partie doit **détailler les clés et les modalités appliquées pour calculer les principaux déversements mentionnés dans la synthèse des résultats.**

APPENDICE 4

Ressources et contacts utiles

RESSOURCES

Guide CAC-CHORUS : « Guide de prise en main de la comptabilité d'analyse des coûts dans CHORUS de janvier 2017 » offrant un contenu détaillé des opérations à mener dans l'outil. Celui-ci est disponible sur le site DIAPASON, Rubrique « METIER » puis menu « CAC » à l'adresse « <https://CHORUS-diapason.finances.ader.gouv.fr/diapason> ».

Guide de saisie de la CAC dans Farandole : les modalités de saisie des éléments de commentaires, et de livraison des jetons sont relayées dans un guide ad-hoc, disponible sur la page d'accueil de l'application FARANDOLE.

CONTACTS

<u>DB :</u> Bureaux sectoriels	cf. liste de rattachement des programmes (guide opérationnel)	Suivi et contrôle de cohérence globale des PAP Validation dans Farandole du lot CAC
Bureau de synthèse 2PERF	Augustin de Vregille (chargé de mission) augustin.de-vregille@finances.gouv.fr 01 53 18 65 30 Nathalie Maiolini (cheffe de bureau) nathalie.maiolini@finances.gouv.fr 01 53 18 71 17	Pilotage général des travaux Accompagnement des ministères et des DCB Appui aux bureaux sectoriels de la DB Arbitrages
AIFE Délégation aux Transformations Ministérielles	Laurent PORTEFAIX Laurent.PORTEFAIX@finances.gouv.fr	Assistance auprès de la DB

ANNEXE 8

DÉPENSES FISCALES

Dans le prolongement des travaux engagés lors des conférences fiscales, la démarche d'amélioration de l'évaluation et de la présentation des dépenses fiscales est poursuivie. Elle vise à renforcer **la qualité des informations transmises au Parlement et à justifier de manière plus systématique le rôle de ces dépenses fiscales au sein de leur programme de rattachement, ainsi que de présenter les dernières données disponibles sur leur coût.** Dans une logique agrégée par politiques publiques, l'objectif est également de **présenter les imbrications qui existent entre crédits budgétaires et dépenses fiscales**, afin que l'ensemble des moyens mis en œuvre par politique puisse être apprécié de façon agrégée.

L'exercice des conférences fiscales, organisé chaque année depuis 2013, participe également de cet effort d'évaluation et de cette logique agrégée qui vise à apprécier de façon globale l'ensemble des moyens affectés à une politique publique, que ce soit en crédits budgétaires ou en dépenses fiscales, avec la volonté d'un pilotage cohérent et coordonné des efforts entre recettes et dépenses. Les travaux liés à ces conférences fiscales peuvent nourrir la rédaction des PAP 2018, notamment sur le rôle de la dépense fiscale par rapport à l'objectif de politique publique qui lui est assigné.

D) Éléments descriptifs sur les dépenses fiscales

Comme les années précédentes, la partie *Présentation des crédits et des dépenses fiscales* des PAP 2018 doit donner une liste exhaustive des dépenses fiscales « principales » du programme ainsi que des dépenses fiscales qui lui sont affectées de manière « subsidiaire »¹.

La présentation des dépenses fiscales comprend notamment :

- 1) **Un chiffrage sur trois ans**, définitif pour l'année PLF N-2 (donc 2016) et estimatif pour les deux années suivantes (PLF N-1 et PLF et N), avec une estimation de son niveau de fiabilité ;
- 2) **Le nombre de bénéficiaires** pour l'année PLF N-2 ;
- 3) **Les années de création et de dernière modification.**
- 4) **Un classement, selon l'objectif recherché ;**
- 5) **Le coût total** des dépenses fiscales du programme, associé à un avertissement (précisant que la totalisation des dépenses fiscales ne prend en compte ni les modifications des comportements fiscaux qu'elles induisent ni leurs interactions) ;
- 6) **Et la date de fin d'incidence budgétaire de la dépense fiscale.**

À titre d'illustration, les tableaux descriptifs des dépenses fiscales dans les PAP 2018 auront la forme suivante :

¹ Chaque dépense fiscale est rattachée à un seul et unique programme au titre de l'affectation principale, mais elle peut également être rattachée à titre subsidiaire à plusieurs autres programmes.

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2016	Chiffrage pour 2017	Chiffrage pour 2018
920202	Taux réduit de la taxe sur la publicité diffusée par les chaînes de télévision applicable aux services de télévision autres que ceux diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique Taxes sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur audiovisuel et de communications électroniques <i>Objectif : Aider le secteur audiovisuel (production)</i> <i>Bénéficiaires 2011 : xxx - Méthode de chiffage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2009 - Dernière modification : 2010 - Fin d'incidence budgétaire : 2013 - Fin du fait générateur : 2012 - CGI : 302 bis KG</i>	xxx	xxx	xxx

Le renseignement de ces tableaux sera réalisé par la DLF en lien avec la direction du budget. Il vous est demandé de transmettre tout élément permettant de les actualiser ou les fiabiliser à la DB ou la DLF. A cet effet, pour toute question concernant la doctrine applicable aux dépenses fiscales, vous pouvez contacter la 1^{ère} sous-direction de la direction du budget (Eleonore Trigano²) et, pour tout élément sur une dépense fiscale particulière, le bureau budgétaire concerné. Pour les éléments relatifs au chiffage de la dépense fiscale, vous pouvez contacter le bureau A de la direction de la législation fiscale (Gilles Clabecq³).

II) Vers une amélioration de la présentation des dépenses fiscales

Les ministères sont invités pour le PLF 2018 à **décrire de manière plus systématique dans les PAP la contribution des différentes dépenses fiscales aux objectifs du programme**. Ceci concernera exclusivement les dépenses fiscales affectées à titre principal.

Cette amélioration s'impose tout particulièrement aux dépenses fiscales relativement coûteuses, notamment au regard des crédits budgétaires concourant aux mêmes objectifs, et dont l'action n'est pas (ou très peu) mentionnée dans les PAP. **Cette exigence a été formulée par les commissions des finances des deux assemblées. Une présentation plus détaillée des imbrications entre crédits budgétaires et dépenses fiscales doit ainsi contribuer à fournir au Parlement une vision agrégée des moyens mis en œuvres par politiques publiques.**

Ces compléments concernent tout particulièrement les parties suivantes :

- **Présentation stratégique du projet annuel de performances** : il est notamment demandé aux ministères de mentionner dans cette partie les dépenses fiscales rattachées les plus coûteuses, **en précisant leur contribution aux objectifs mis en avant dans le programme d'affectation au même titre que les crédits budgétaires. Il s'agira en particulier de montrer en quoi la dépense fiscale participe à la mise en œuvre de la politique publique.**
- **Présentation des actions dans la JPE** : lorsque cela est possible, il est demandé aux ministères de mentionner **une ou plusieurs dépenses fiscales considérées comme des leviers d'action pour chaque action du programme en décrivant l'articulation entre les dépenses fiscales mentionnées et les crédits budgétaires poursuivant un objectif similaire.**

² Courriel : eleonore.trigano@finances.gouv.fr

³ Courriel : gilles.clabecq@dgfip.finances.gouv.fr

Dans le cadre de cet exercice, pourront être utilisées les évaluations des dépenses fiscales qui ont été réalisées par le Comité d'évaluation constitué spécifiquement à cet effet et transmises au Parlement en application de la LPFP 2011-2014 (rapport du Comité H. Guillaume⁴), ainsi que les travaux réalisés depuis par les différents corps d'inspection ou par la Cour des comptes, notamment les revues de dépenses.

⁴ Le rapport et ses annexes sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/files/rapport-comite-evaluation-depenses-fiscales-et-niches-sociales.pdf>

ANNEXE 9

RETRAITEMENTS DE LA LFI 2017 AU FORMAT 2016

La maquette budgétaire a évolué entre 2016 et 2017, ce qui peut rendre difficile la lecture des évolutions des crédits en l'absence de retraitement de la LFI 2017 ou d'explications littéraires dans la JPE pour mentionner les changements de maquette qui interviendront à partir de 2018.

Les retraitements dans les tableaux relatifs à la présentation des crédits et des emplois des PAP 2018 **seront réalisés par la Direction du budget.**

S'agissant des crédits, **ces retraitements seront strictement limités aux modifications impactant les programmes.** Les modifications infra programme ne seront pas retraitées. La liste des retraitements de crédits réalisés est limitée aux programmes figurant dans le tableau ci-dessous.

Seules les modifications de maquette arbitrées pour le débat d'orientation des finances publiques feront l'objet d'un retraitement dans Farandole, les mouvements arbitrés ultérieurement (transferts et mesures de périmètre) dans le cours de la procédure budgétaire ne feront pas l'objet d'un retraitement de la LFI.

Sur l'ensemble des programmes ayant subi des changements de maquette entre 2017 et 2018, que ceux-ci donnent lieu ou non à un retraitement de la LFI 2017, il vous est demandé de mentionner ces modifications dans la rubrique prévue à cet effet en introduction de la partie JPE.

Devront ainsi faire l'objet d'une mention explicative :

- les changements de maquette budgétaire (MPA) ;
- les mesures de périmètre modifiant le champ des dépenses de l'Etat ;
- les transferts ayant un impact significatif sur le montant des crédits du périmètre considéré.

Des commentaires littéraires devront rendre compte des mesures de périmètre qui impacteraient les emplois et les transferts d'emplois entre l'Etat et les opérateurs.

Liste des programmes dont la LFI 2017 fera l'objet d'un retraitement par la Direction du budget dans les PAP 2018

Nomenclature LFI 2017		Nomenclature PLF 2018		Nature du retraitement
Mission	Programme	Mission	Programme	
Ecologie, développement et mobilité durables	205- Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquacultures	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	149- Economie et développement durable de l'agriculture et de la forêt	Transfert de l'action 06 « Gestion durable des Pêches et de l'aquaculture »
Egalité des territoires	337- Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable	Ecologie, développement et mobilité durables	217- Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, développement et mobilités durables	Fusion du P.337 au sein du P.217

ANNEXE 10

SAISIE DANS L'APPLICATION FARANDOLE

Comme pour les RAP et les PAP précédents, la production des PAP 2018 s'effectue en utilisant l'application Farandole.

1) Les comptes d'accès à l'application Farandole

Les comptes d'accès à l'application Farandole sont les mêmes que pour les RAP 2016 et/ou les PAP 2017.

Les modifications, créations et suppression éventuelles doivent être demandées au référent « habilitation Farandole » dont chaque ministère dépend :

- laetitia.bilgorai@diplomatie.gouv.fr
- thi-khanh.dokiet@developpement-durable.gouv.fr
- vincent.dupre-warin@intradef.gouv.fr
- marlene.joseph-sylvestre@finances.gouv.fr
- sabine.kolifrat@pm.gouv.fr
- Julien.MAINDON@sg.social.gouv.fr
- romain.izoird@education.gouv.fr (enseignement scolaire)
- pascal.menu@education.gouv.fr (enseignement supérieur et recherche)
- solange.mosse@outre-mer.gouv.fr
- sylvain.delebarre@justice.gouv.fr
- charlotte.pannetier@culture.gouv.fr
- julien.thevenet@interieur.gouv.fr
- monique.trobrillant@agriculture.gouv.fr

2) Présentation de l'application Farandole

Pour les nouveaux utilisateurs, une **séance de présentation** de l'application Farandole est organisée le lundi 10 juillet 2017 de 9h30 à 12h30 en salle V6063 Ouest 1 au 139, rue de Bercy à Paris. Afin de nous permettre de vérifier que les capacités d'accueil de la salle ne sont pas dépassées, les demandes d'inscriptions, accompagnées de coordonnées téléphoniques, doivent être envoyées à l'adresse suivante: formationbii.budget@finances.gouv.fr

Les guides « utilisateurs » disponibles *via* le lien « Informations et Guides utilisateurs » de la page d'accueil de l'application Farandole sont suffisants pour les **personnes ayant déjà utilisé** l'application pour les RAP ou PAP précédents.

3) Une saisie découpées en lots

Les fascicules sont présentés par mission (cf. maquette des PAP 2018) mais leur élaboration se fait principalement programme par programme et les informations relatives à chaque programme se décomposent en plusieurs parties ou « lots » : performance, JPE, opérateurs...

Une transaction de livraison intégrée à l'application Farandole permet d'avertir la direction du budget que la saisie d'un lot est terminée. Cette livraison dépend du mode d'organisation choisi par le ministère :

- pour les ministères ayant choisi le mode d'organisation à un niveau (saisie unique par la DAF du ministère par exemple), après cette livraison, la direction du budget peut accéder aux données saisies par les ministères dans l'application Farandole pour relecture, correction et validation ;
- pour les ministères ayant choisi le mode d'organisation à deux niveaux (saisie par un RPROG puis modification et livraison par la DAF du ministère par exemple), la livraison à la direction du budget est effectuée par la DAF du ministère.

Le calendrier de livraison vous est indiqué en annexe 1.

Même si les PAP sont saisis partie après partie, l'application Farandole permet à tout moment de produire les documents en l'état par lot, par programme ou par mission.

4) Prérequis techniques au bon fonctionnement de Farandole

L'accès à l'application se fait à travers le navigateur **Internet Explorer** depuis un poste de travail de l'administration relié au réseau interministériel ADER (RIE). Pour les ministères financiers l'URL d'accès à Farandole est : <http://farandole.alize>, pour les autres ministères l'URL est : <http://farandole.finances.ader.gouv.fr>

Après connexion par nom d'utilisateur et mot de passe (cf§1 supra), l'utilisateur peut accéder à travers des écrans de navigation au(x) mission(s) et programme(s) sur le(s)quel(s) il est habilité.

Les documents produits par Farandole sont au format ODT → Il est **impératif** de disposer du traitement de texte « **Libre Office Writer** » sur le poste de travail pour les consulter dans de bonnes conditions.

Une applet java signée intégrée dans Farandole et basée sur ce traitement de texte Libre Office Writer permet la saisie des parties littéraires (textes riches).

La procédure technique décrivant les prérequis à mettre en œuvre par votre service informatique pour cette applet java sur le poste de travail est disponible via le lien « Informations et Guides utilisateurs » de la page d'accueil de Farandole. Pour pouvoir utiliser cette applet, les ministères passant par un proxy pour accéder au réseau ADER devront le déclarer au bureau de l'informatique et des infrastructures (BII) de la direction du budget : farandole@finances.gouv.fr

À défaut de disposer de cette applet java de façon opérationnelle, vous devrez utiliser la fonction d'export / import de fichier au format ODT. Le traitement de Texte « Libre Office Writer » reste cependant indispensable pour obtenir des fichiers ODT de bonne qualité.